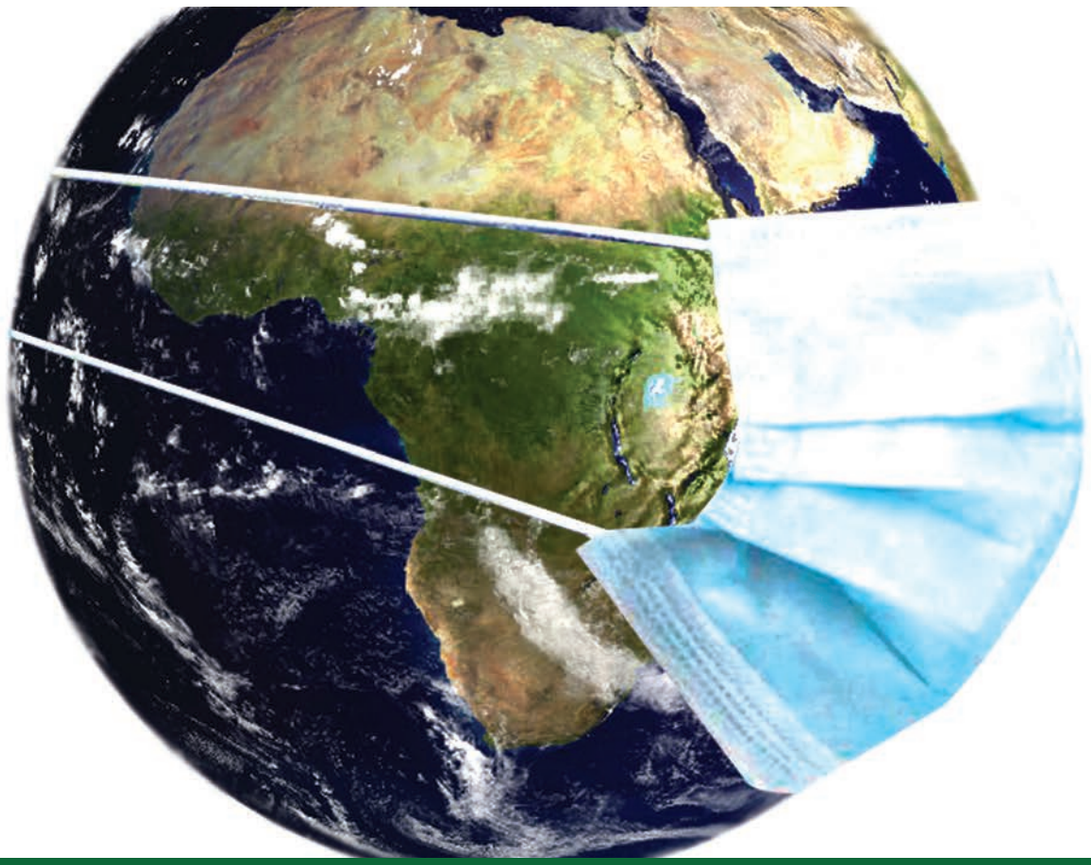
BOSANGI

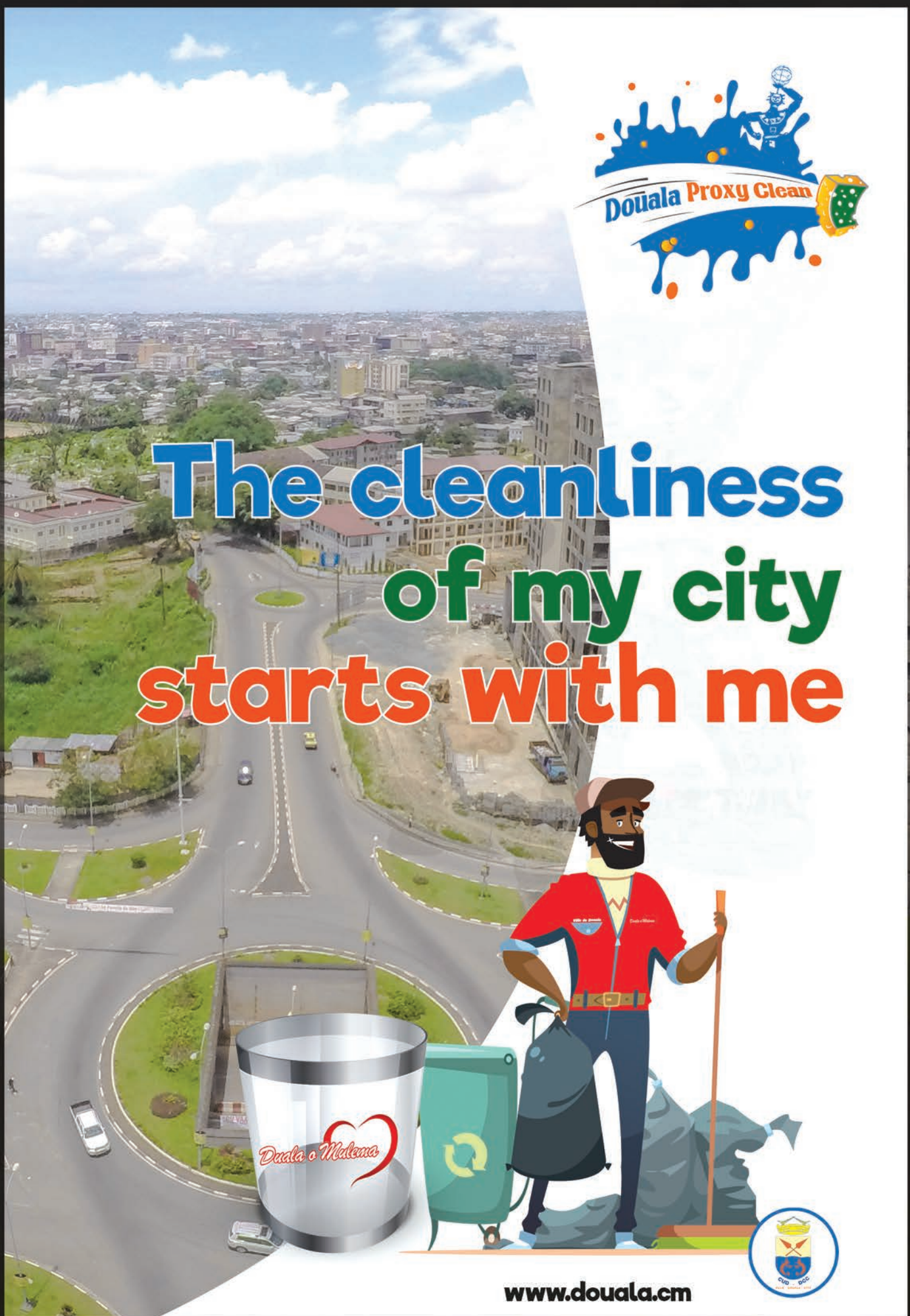
Le Magazine trimestriel de l'environnement Juil. - Août - Sept. 2020 Numéro 63

COVID 19

QUEL IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ?



CORONAVIRUS CAN TEACH US ABOUT TACKLING CLIMATE CHANGE


Douala Proxy Clean
The cleanliness
of my city
starts with me
Douala o Mulema
www.douala.cm

QUAND L'AFRIQUE S'EVEILLERA

Par Michel NGAPANOUN

Un spectre hante le monde. C'est le réveil du continent et ses effets sur la marche de la planète.

On a vu avec quelle fulgurance le peuple chinois, sous l'impulsion de la révolution verte, après la prodigieuse construction de la muraille, avait pris son destin en main, dans un élan formidable. La Chine avait pris conscience de la valeur profonde de sa civilisation, de ses savants et de la sagesse de ses anciens.

Le sursaut de l'Afrique, à l'image de celui de la chine, est une possibilité fortement envisageable.

Bien que le continent traine encore comme un boulet, son fameux passé historique avec toutes les tares que l'on attribue à ses gouvernants, un mouvement imperceptible est en train de se former, bousculant petit à petit les certitudes d'incompétences toujours attribuées aux africains.

En effet, le cataclysme provoqué par le Covid-19, et les morts soudaines et brutales du fait de cette terrible pandémie, ont mis le monde groggy en l'obligeant à réviser tous ses paradigmes. Tant au niveau des politiques sanitaires que de la préservation sociale.

Alors que de manière péjorative les Africains eux-mêmes désignaient leur traitement « remèdes du village », une forme d'inversion des normes se produit et les Africains se sont rappelés qu'ils avaient des solutions qu'ils n'ont malheureusement pas toujours su développer.

La pandémie a réveillé de nombreuses querelles autour de la valeur scientifique du traitement, et a actualisé le recours à d'autres médicaments que les composés chimiques. Elle a réveillé un pan de la conscience africaine pour le traitement médical et remis à l'ordre du jour la pharmacopée africaine longtemps bannie des laboratoires scientifiques des pays du Nord.

Alors que de manière péjorative les Africains eux-mêmes désignaient leur traitement « remèdes du village », une forme d'inversion des normes se produit et les Africains se sont rappelés qu'ils avaient des solutions qu'ils n'ont malheureusement pas toujours su développer.

Ainsi la riposte contre le Covid-19, l'impuissance des pays du Nord et d'une certaine science, font renaitre l'espoir de voir le continent faire valoir des compétences qu'on lui renie souvent à tort.

S'il est donc une leçon à tirer de cette terrible pandémie, c'est que « à quelque chose, malheur est bon », comme le martèle l'adage. L'Afrique sauvera-t-elle enfin ses biens les plus précieux ? Sera-telle capable de s'outiller, de s'arrimer à la modernité de la terre qui n'est forte que lorsque chacun a conscience que sa force est dans sa différence et l'ouverture aux particularités des autres. L'Afrique se réveillera-t-elle enfin ?

Bosangi

Une publication de Hysacam
B.P : 1420 Douala.
Tél. +237 233 37 44 14
Fax : +237 233 37 47 73
B.P. : 781 Yaoundé
Tél. +237 222 22 13 79
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef
Garba AHMADOU

Secrétaire de rédaction
Innocent EBODE
Ont participé à ce numéro :
Jean Loïc AMOUGOU, Eric Vincent FOMO, Jator NJENYU, Boris NGOUNOU, Jean Célestin EDJANGUE, Janvier NGWANZA OWONO

Direction artistique
Valentin OMBIBI
Marque Plus
Tél : +237 696 69 84 02
marqueplus@yahoo.com

Impression : Print Industry
Tél : +237 233 42 63 93

Sommaire

6-9

Actualité

6 Criquets pèlerins, menaces sur l'Afrique de l'Est,

Janvier NGWANZA OWONO

7 -8 4emes assises des déchets de Paris, dessiner le paysage global des solutions testées par les collectivités et les entreprises

Jean-Célestin EDJANGUE

9 Lutte contre le Covid-19, comment l'Afrique assure sa résilience,

Eric vincent fomo

11-18

Dossier

CORONAVIRUS, QUEL IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ?

Le ralentissement économique mondial a eu un impact important sur l'environnement. La pollution et l'effet de serre ont été réduits de manière drastique dans plusieurs régions du monde. Ce sont des résultats indirects, mais positifs de cette pandémie sans précédent. Les restrictions de l'activité économique, du trafic aérien, terrestre et maritime, ainsi que la fermeture d'industries et le confinement de la population ont permis une diminution surprenante de la pollution environnementale et des émissions de gaz à effet de serre.

11-12 Coronavirus, symptome de l'impact de l'homme sur la biodiversité

Jean-Célestin EDJANGUE

13 Les mesures de confinement ont amélioré la qualité de l'air

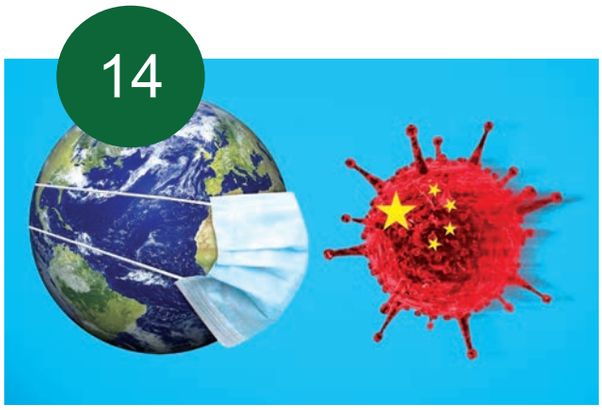
Eric vincent fomo

14 Les conséquences de la pandémie sur les changements climatiques, *Janvier NGWANZA OWONO*

15 -16 La "White economy" veut accélérer la transformation énergétique

Jean-Célestin EDJANGUE

17-18 Here's what the coronavirus pandemic can teach us about tackling climate change, *Jator NJENYU*



20

From countries taking action on policy issues to people raising their voices for nature, World Environment Day commemorated on June 5 was a major 2020 milestone featuring how biodiversity provides critical services for all of use.

27

ANDRY RAJOELINA
LE SOLDAT ANTI-CORONA

30

Mgr Samuel KLEDA
« L'Afrique donne une bonne image et c'est tant mieux pour nos populations qui sont parmi les plus pauvres du monde. »

20-21
Evènement
21 World Environment Day, Covid-19 crisis demands fundamental rethink *Jator NJENYU*

22-23
Nouvelles d'ailleurs
Nigeria, wecyclers transforms waste into social progress, *Jator NJENYU*

25-27
Réflexions
Masques, mouchoirs, gants… le devenir de ces déchets préoccupe *Eric Vincent FOMO*
Coronavirus, les Africains contestent le vaccin, *JLA*

28
Regards
Une piste pour le futur, transformer les déchets en richesse *Janvier NGWANZA OWONO*

29
Portrait
Amel Bouzabata,
«Aucune recherche scientifique n'a prouvé l'efficacité de la medecine traditionnelle sur le COVID-19 » *Jean Loïc AMOUGOU*

30-31
Parole à...
Mgr Samuel KLEDA, Archevêque métropolitain de Douala, *Jean Loïc AMOUGOU*

32
Carte postale
Antananarivo (Madagascar)

33
Note de lecture
« La planète poignardée et menottée » Denis Sassou N'Guesso au secours d'un monde dans le coma, *Jean Loïc AMOUGOU*

34
Forum des lecteurs

Criquets pèlerins
MENACES SUR L'AFRIQUE DE L'EST

WAMBA, petite ville du comté de Samburu au centre du Kenya. Lorsque la tache dense et sombre a commencé à obstruer le ciel en journée, beaucoup de personnes dans un hameau d'éleveurs endormis ont imaginé qu'il s'agissait d'un nuage annonçant une pluie rafraîchissante. Mais l'espoir s'est vite transformé en terreur lorsque la tache géante s'est révélée être un essaim de criquets pèlerins se déplaçant rapidement dans le désert et qui, depuis fin décembre, dévaste le Kenya.

Janvier NGWANZA OWONO

La taille même de l'essaim a stupéfié les villageois. « C'était comme si un parapluie avait couvert le ciel », a déclaré un éleveur de la région, qui a vécu dans le hameau de Wamba pendant la majeure partie de ses 68 ans.

Lorsque les insectes sont descendus, la communauté s'est rapidement rassemblée pour essayer de les effrayer, en utilisant un bras pour les frapper avec des bâtons ou frapper sur des pots en métal, et l'autre pour leur couvrir le visage et les yeux alors que les insectes brillants et jaunes grouillaient autour d'eux. Les enfants de l'école locale criaient de peur, et les animaux dont le hameau dépend pour sa subsistance étaient également en panique. Alors que le hameau s'efforçait de repousser l'invasion surprise, un autre éleveur de la région se rappelait les histoires que ses parents lui avaient racontées lorsqu'il était enfant, des essaims voraces qui se déplaçaient autrefois sur cette terre. « Ce qui était autrefois une histoire est devenue réalité », a-t-il déclaré.

Quelques semaines avant que la plupart des pays du monde ne commencent à prendre au sérieux la propagation de COVID-19, l'Afrique de l'Est était en proie à un autre fléau, la plus grande invasion de criquets pèlerins des 70 dernières années. En janvier et février de cette année, des essaims de criquets pèlerins ont envahi le Kenya, qui se sont étendus ensuite à la partie orientale du continent et à la Corne de l'Afrique, rasant les pâturages et les terres cultivées en Somalie et en Éthiopie et s'étendant au Sud-Soudan, à Djibouti, à l'Ouganda et à la Tanzanie.

Les responsables gouvernementaux des pays touchés affirment que l'invasion des criquets pèlerins représente un risque pour la sécurité alimentaire, sape la croissance économique et, si elle n'est pas maîtrisée rapidement, exacerbera les conflits entre communautés pour les pâturages. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des 12 millions de personnes qui souffrent déjà de graves pénuries alimentaires en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, la crise acridienne constitue désormais une menace potentielle pour la sécurité alimentaire de plus de 20 millions d'autres personnes.

M. Cyril Ferrand, qui dirige l'équipe de résilience de la FAO pour l'Afrique de l'Est, a déclaré : « L'ampleur du problème est tellement grande. Les criquets sont une cible mouvante et nous sommes dans une course contre la montre ». En effet, ces créatures très mobiles peuvent parcourir plus de 100 km par jour. Leurs essaims, qui peuvent contenir jusqu'à 80 millions de criquets adultes par kilomètre carré, consomment quotidiennement la même quantité de nourriture qu'environ 35 000 personnes.

Les criquets sont particulièrement menaçants pour les communautés pastorales comme celle de WAMBA, qui dépendent de la végétation pour nourrir leur bétail. Bien que la disponibilité actuelle des pâturages soit meilleure en raison des fortes pluies de la fin de l'année dernière, les éleveurs s'inquiètent de ce qui pourrait se passer si l'infestation acridienne persiste.

Les autorités kenyanes ont commencé une campagne de pulvérisation aérienne de produits chimiques en janvier pour lutter contre l'invasion de criquets. Toutefois, selon un administrateur local de Wamba, l'immensité et l'inaccessibilité de régions comme Wamba laisse penser que de nombreux œufs pondus par les criquets pourraient échapper à l'éradication, et qu'une deuxième vague, 20 fois plus importante que la première arrive. Selon Locust Watch, « La situation actuelle en Afrique de l'Est reste extrêmement alarmante, car de nouvelles hordes se forment et arrivent à maturité dans le nord et le centre du Kenya, le sud de l'Ethiopie et probablement en Somalie ».

Compte tenu de la rapidité avec laquelle les criquets peuvent dénuder tout un paysage, on craint également qu'ils ne constituent une menace sérieuse pour les grands herbivores du Kenya. Les parcs nationaux et les zones de conservation où ces herbivores errent, ainsi que les prédateurs qui les chassent, jouent un rôle clé dans l'industrie du tourisme au Kenya, qui représente une part importante de l'économie du pays. L'ONU affirme que si les populations de criquets ne sont pas rapidement supprimées, elles pourraient être multipliées par 600 d'ici juillet, ce qui serait inquiétant non seulement pour les communautés pastorales mais aussi pour les agriculteurs.

4emes assises des déchets de Paris

DESSINER LE PAYSAGE GLOBAL DES SOLUTIONS TESTEES PAR LES COLLECTIVITES ET LES ENTREPRISES

Initialement prévue en juin, la rencontre aura finalement lieu les 7 et 8 septembre 2020, à la Maison de la Chimie, dans le 7ème arrondissement de Paris. Objectif, « dessiner le paysage global des solutions testées par les collectivités et les entreprises » dans un contexte d'explosion démographique mondiale, d'augmentation de la consommation et de production soutenue de

Jean Célestin EDJANGUE, A PARIS

L'économie est une activité humaine qui consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de services. On distingue différents systèmes économiques dont l'économie linéaire, peu soucieuse de la production des ressources et de ses conséquences sur le milieu quotidien de vie, et l'économie circulaire. Cette dernière ambitionne un changement complet d'approche, en limitant le gaspillage des ressources et l'impact environnemental, et en augmentant l'efficacité à tous les stades de l'économie des produits. L'économie circulaire se veut plus « écologiquement vertueuse » que les modèles économiques classiques qui basent le développement économique sur une production de richesses ou de plus-value se traduisant par une destruction de ressources. Une nouvelle philosophie économique qui s'impose d'autant plus que la société de consommation qui s'est développée au 20è siècle, succédant à la révolution industrielle du siècle précédent, entraîne un prélèvement inédit des ressources naturelles.

« Théorie du berceau au berceau »

Le concept de l'économie circulaire s'inspire notamment de la théorie « Du berceau au berceau » formulée en 2002 par Michael Braungart(chimiste allemand, ancien membre de Greenpeace, fondateur de l'EPEA International Umweltforschung Gmbh de Hambourg) préconisant que l'on peut avoir une empreinte écologique positive en s'inspirant des systèmes qui supportent la vie, et de William McDonough(architecte et designer américain de renommée internationale qui cherche à révolutionner la notion de déchets dans les métiers de l'architecture et de design, promu « Héros de la Planète » par le magazine Time en 1999). Le premier livre sur l'économie circulaire en langue française paraît en 2009 (Économie circulaire : l'urgence écologique)écrit par Jean-Claude Lévy.

En France, ce premier livre est suivi d'une mission ministérielle voulue par Pascal Canfin, alors Ministre du Développement International au Ministère des Affaires étrangères, sur l'économie circulaire dans le développement menée par Jean-Claude Lévy et Vincent Aurez (rapporteur). La mission débouche sur la publication d'un article puis d'un livre qui ont soutenu les travaux sur le sujet lors de la conférence environnementale. De nombreuses études, du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres organisations internationales ou locales de poids, montrent que par la conjonction du développement démographique, de la croissance de la consommation dans les pays développés et de l'aspiration des pays émergents à un modèle de consommation similaire, le niveau de consommation des ressources naturelles impactera bientôt le vie sur terre et sur l'environnement.

Pour prévénir cette crainte, l'économie circulaire du fait de la gestion sobre, efficace et responsable des ressources tant au niveau local qu'à l'échelle de la planète, apparaît comme la solution adéquate. Ce qui suppose une mutation des organisations et

institutions, mais aussi des modes de fonctionnement et de vie. Certains pays, organisations de la société civile et établissements publics, semblent en avoir pris conscience. Ainsi en est-il de l'Agence de la transition écologique-ADEME, en France.

Collectivités et entreprises en vedette

Les 4èmes Assises de l'économie circulaire, à Paris, initialement prévues en juin auront finalement lieu les 7 et 8 septembre 2020. Les organisateurs annoncent « Un événement 100% digital pour aborder des sujets de fond, concrets, au bénéfice et à la portée de tous et de chacun », ajoutant : «Confrontation des points de vue et diversité des intervenants : ces Assises ont pour ambition de dessiner le paysage global des solutions testées par les collectivités et les entreprises ». Les enjeux de l'économie circulaire, pour les Collectivités, sont énormes : renforcer l'attractivité du territoire, créer des emplois locaux, favoriser le vivre ensemble en créant du lien social, favoriser le développement durable...En fait, l'économie circulaire est un moyen indéniable de renforcement de l'économie locale, la collectivité territoriale gagnant en autosuffisance et une capacité à mieux utiliser les ressources locales notamment grâce à des boucles de valeurs efficaces territorialisées. Le réemploi des matières, l'écologie industrielle et territoriale, le récyclage, concernent tous les secteurs de l'économie et produisent des bénfices. Une attention particulière doit néanmoins être portée sur les boucles de ressources initiées lors d'une économie circulaire, la valorisation nécessaire au maintien de la valeur des produits devant être sauvegardée. Dans cette optique la directive Déchet de 2008, prévoit une hiérarchie des modes de traitement en rapport avec les principes de l'économie circulaire : prévention, réutilisation, recyclage, valorisation (énergétique, par exemple) et élimination. Par ailleurs d'autres outils d'évaluation, comme l'analyse de clycle de vie, sont envisagés pour de nouvelles boucles de valeur. Quant aux enjeux pour les entreprises, ils sont clairement identifiés par l'Institut de l'économie circulaire(IEC), dans une publication de septembre 2014. Sous le titre « Quelles stratégie d'entreprise pour une économie circulaire moteur de croissance?- Amorcer la transition, construire le modèle de demain », l'étude met en exergue « les freins et les leviers à la prise en compte de l'économie circulaire dans les stratégies d'entreprise ». Il apparaît, in fine, que les entreprises gagnent à basculer dans l'économie circulaire pour des facteurs d'ordre économique, règlementaire et communicationnel. En améliorant leur efficacité matière et énergétique, les entreprises réalisent des économies substantielles d'approvisionnement tout en minimisant les risques inhérents à la fluctuation du prix des matières, pénuries de ressources. La croissance démographique mondiale devrait atteindre 9,7 milliards d'habitants à l'horizon 2050.

Conscients de cette réalité, l'Institut de l'Economie Circulaire(IEC) et l'Agence de transition écologique-ADEME, ont organisé les « 1ères Assises de l'économie circulaire » à Paris, le 17 juin 2014. L'occasion de faire un point sur les enjeux de l'économie circulaire et d'échanger sur les avancées en la matière. Trois thématiques ont focalisé les débats : « Passer de l'obsolescence à la durée d'usage : une rencontre fabricants-consommateurs », « Des territoires renforcés par la coopération et la collaboration de tous les acteurs », « Eco-conception, économie de la fonctionnalité : de nouveaux modèles pour les entreprises ». L'événement est un succès indiéniable. Une étude, dévoilée en la circonstance, du Credoc(Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie), un organisme d'études et de recherche subventionné par l'Etat et qui analyse le comportement des individus dans le domaine de la consommation, de l'entreprise et de la vie sociale, donne des informations intéressantes sur le comportement des Français en la matière : « 82% des Français déclarent trier la plupart de leurs déchets pour le recyclage; 51% déclarent choisir des produits avec peu d'emballages; 54% des Français font réparer leurs appareils électroménagers, hi-fi et vidéo plutôt que d'en acheter de nouveaux; 75% des consommateurs ont acheté des produits d'occasion en 2012 ». Depuis, trois autres Assises de l'économie circulaire ont été organisée avec le même engouement. Et en 2017, le Ministre de la Transition écologique et solidaire a procédé au lancement d'une feuille de route pour « mettre en place les outils opérationnels pour passer d'un modèle économique linéaire à un modèle fondé sur le cycle de vie du produit appréhendé comme une ressource ».

Assemblées plénières, ateliers...

Le programme de la rencontre promet, en effet, des moments d'échanges et de réflexions passionnantes. Pendant les deux jours que dureront les Assises, trois assemblées plénières sont prévues : « Un nouveau modèle économique pour notre société » ; « La décision politique au service de l'économie circulaire» ; « Economie circulaire : passer de la théorie à la pratique». Par ailleurs pas moins de seize ateliers alimenteront les discussions autour des thématiques aussi variées que « Compétitivité des entreprises » ; « Attractivité et animation des territoires » ; « Production et consommation » ; « Les hubs de mobilité, économes en énergie et en ressources » ; « L'information du consommateur au service de l'allongement de la durée de vie des produits » ; « Rationnaliser l'usage du plastique » ; «Vers un numérique responsable et éco-conçu » ; « L'économie circulaire, une nouvelle conception de l'aménagement urbain »...Parmi les intervenants attendus, des enseignants-chercheurs, ingénieurs, chefs d'entreprise, représentants de grands groupes notamment de la grande distribution, mais aussi des élus et représentants des collectivités.

Lutte contre le Covid-19
COMMENT L'AFRIQUE ASSURE SA RESILIENCE

Entre mesures de confinement totales ou partielles et valorisation de la médecine traditionnelle, les Etats s'activent dans la limite de leurs moyens pour freiner la propagation de la pandémie. Le continent reste le moins affecté à l'échelle mondiale avec 226

Eric Vincent FOMO

14 février 2020. L'Afrique enregistre son tout premier cas du nouveau coronavirus (Covid-19). Il est déclaré en Egypte. Dans la foulée, c'est la panique générale. A cette période, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait même appelé « à se préparer au pire ». Quatre mois après, le continent à 1,2 milliards d'habitants semble avoir mieux maîtrisé la pandémie. Qu'est-ce qui a fait la différence ? Pourquoi la catastrophe tant annoncée n'a pas eu lieu ? Quelles sont les secrets qui ont permis aux Etats africains de contenir la propagation du virus ? Tout laisse croise que la synergie d'actions manifestée après les premiers cas détectés en Europe a été payante. Une sorte de réponse à l'appel lancé par le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus (de nationalité éthiopienne; Ndlr), le 22 février dernier à Addis-Abeba, lors d'une réunion des ministres africains de la Santé, « à faire front commun pour être plus agressifs ».

Les gouvernements ont pris des mesures préventives en amont pour limiter la propagation du virus. « On a eu le temps de voir l'épidémie venir et nous avons pris ces mesures très tôt, au moment où l'Europe affrontait de plein fouet la première vague. C'est peut-être cette réponse précoce qui a permis d'éviter que l'hécatombe arrive jusqu'à présent », a confié l'épidémiologiste camerounais Yap Boum sur les antennes de France Culture. Plusieurs pays ont opté pour le couvre-feu nocturne afin de réduire les déplacements, à l'instar du Sénégal et du Kenya pour leurs capitales Dakar et Nairobi. Le Cameroun a mis la pédale douce en fermant les écoles et universités, mais en privilégiant tout de même les rassemblements de 50 personnes au plus et le télétravail.

Une longue expérience de la gestion des épidémies

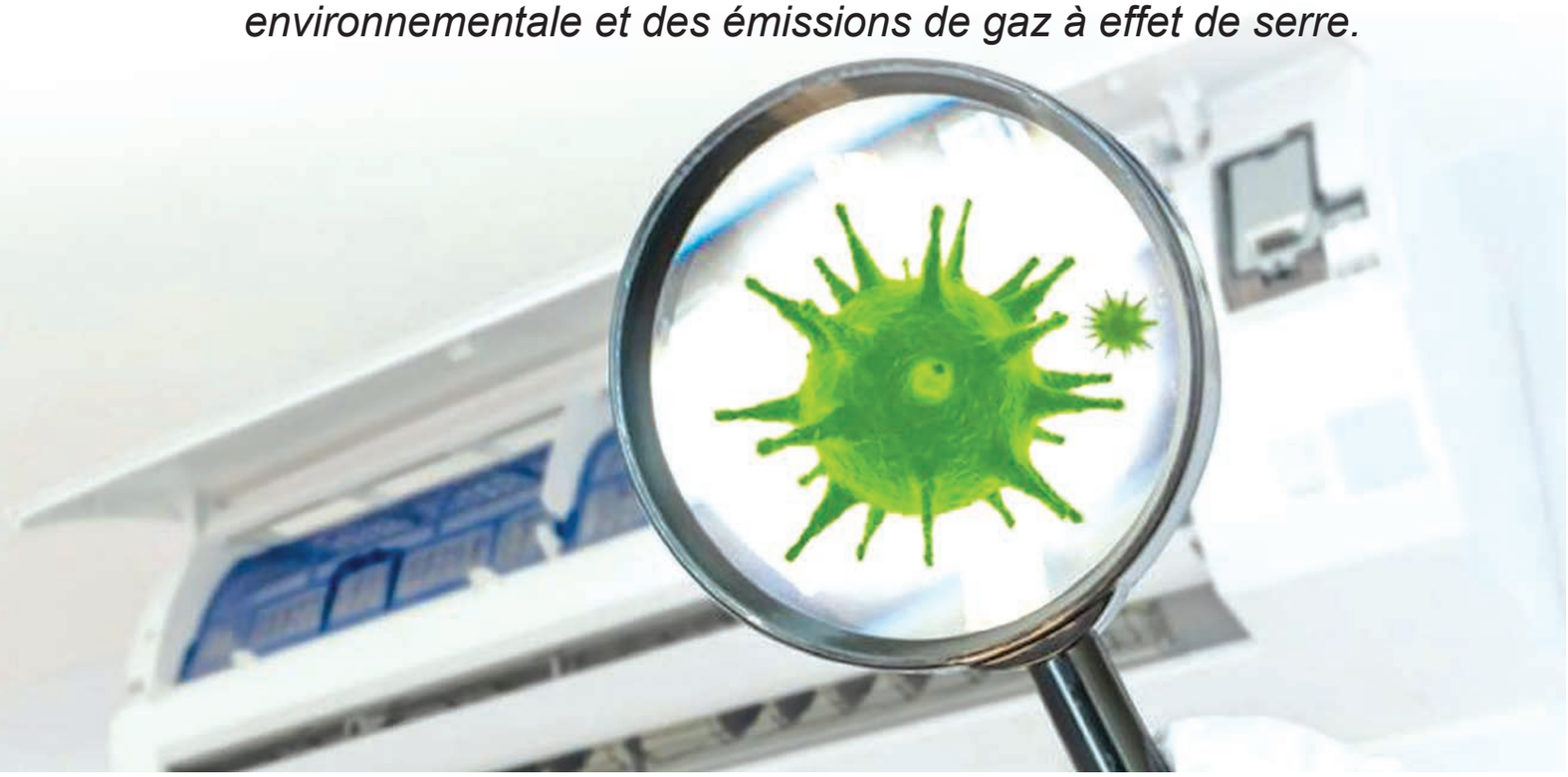
D'autres pays n'ont pas hésité à appeler leurs partenaires à la rescousse. C'est le cas de l'Afrique du Sud qui a bénéficié de l'attention du Cuba qui a envoyé plus de 200 médecins pour soutenir les efforts engagés par le président Cyril Ramaphosa. Des solutions endogènes sont également vulgarisées en matière de pharmacopée traditionnelle. A l'instar d'Elixir Covid et Adsak Covid mis au point par l'archevêque métropolitain de Douala (Cameroun), Mgr Samuel Kleda. Au 5 juin dernier, au moins 3000 personnes ont été traitées par les produits de ce naturopathe qui bénéficie du soutien des pouvoirs publics. Une réflexion est en cours pour déterminer leur toxicité et les vulgariser. Il y a également le Covid Organics, une tisane présentée par le président malgache Andry Rajoelina comme un remède efficace contre le coronavirus. Le produit est fait à base d'artémésia, réputé pour ses propriétés thérapeutiques contre le paludisme. Le Covid Organics s'exporte déjà dans plusieurs pays comme le Niger, la Tanzanie, la Guinée équatoriale et la Guinée-Bissau. Le produit a déjà reçu une autorisation temporaire. Des essais cliniques se poursuivent.

La gestion des précédentes crises sanitaires, comme Ebola entre autres, ont contribué à améliorer le dispositif de riposte dans la plupart des Etats africains. Le directeur des programmes d'urgence de l'OMS, Michael Ryan, parle d'ailleurs de la « longue histoire de lutte contre les épidémies ». A sa suite, d'autres experts de l'organisation onusienne évoquent la nouvelle expérience de surveillance à base communautaire, avec des professionnels de santé aguerris en la matière. En mars dernier, le président du Club des directeurs de sécurité des entreprises, Stéphane Volant, indiquait que « les pays africains sont prêts, car ils ont une certaine habitude de gestion des épidémies ».

DOSSIER

CORONAVIRUS
QUEL IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ?

Le ralentissement économique mondial a eu un impact important sur l'environnement. La pollution et l'effet de serre ont été réduits de manière drastique dans plusieurs régions du monde. Ce sont des résultats indirects, mais positifs de cette pandémie sans précédent. Les restrictions de l'activité économique, du trafic aérien, terrestre et maritime, ainsi que la fermeture d'industries et le confinement de la population ont permis une diminution surprenante de la pollution environnementale et des émissions de gaz à effet de serre.



Coronavirus
SYMPTÔME DE L'IMPACT DE L'HOMME SUR LA BIODIVERSITÉ

De nombreuses études font le lien entre le dernier coronavirus et l'activité humaine destructrice de l'environnement. Une réalité qui pourrait perdurer si une prise de conscience individuelle et collective ne venait responsabiliser et rationaliser les comportements.

Jean-Célestin EDJANGUE

Maladie infectieuse causée par le dernier coronavirus, qui a été découvert à Wuhan, en Chine, en décembre 2019, la Covid-19, est un virus jusque-là inconnu et qui a réussi à se propager rapidement un peu partout sur la planète, faisant près d'un demi-million de morts entre décembre 2019 et juin 2020, réduisant au confinement nombre de pays et habitants du globe terrestre avec des conséquences économiques et sociales incommensurables. Face à l'impuissance des Etats, des experts en médecine, spécialistes des questions sanitaires et autres scientifiques de renommée internationale, l'Organisation mondiale de la Santé(OMS), ...sont montés au créneau pour interroger les causes et origines du nouveau coronavirus.

« Déforestation, artificialisation des sols...»

Et pour nombre des spécialistes des maladies infectieuses, virologues et experts des questions liées à la protection de l'environnement et au climat, il est plus que probable que l'action humaine sur l'environnement soit la cause de l'apparition des virus peu connus jusqu'alors et aux conséquences d'autant plus dévastatrices qu'il faut plusieurs mois voire années pour les cerner totalement ou les mettre sous contrôle par le biais d'un traitement curatif ou d'un vaccin préventif. « La déforestation et l'artificialisation des sols créent des "passerelles" pour la circulation des virus entre animaux sauvages et humains, estiment plusieurs experts. Sans compter le rôle joué par un système alimentaire peu durable », affirme le quotidien économique français La Tribune, dans son édition en ligne du 27 mars 2020. Le journal donc ainsi la parole à certains de ces experts qui établissent tous le parallèle entre la dégradation de la biodiversité et l'apparition de ces virus. « Nous avons organisé des systèmes qui font tout pour engendrer puis accélérer ce genre d'épidémies », pensent Philippe Grandcolas et Jean-François Guégan, spécialistes de la biodiversité et directeurs de recherche respectivement au CNRS (Conseil national de la recherche scientifique) et à l'Inrae (Institut national de la recherche agronomique). Même son de cloche chez Elise Buckle, directrice de l'ONG Climate & Sustainability et conseillère de l'Onu, qui considère que comme pour la Covid-19, la plupart des virus sont portés par des animaux sauvages. Jean-François Guégan, rappelle néanmoins que dans leur milieu naturel, ces agents pathogènes ont une fonction précise. «La perturbation de ces écosystèmes cause en revanche une multiplication d'interactions avec les humains. Elle créé ainsi de nouvelles passerelles pour les micro-organismes ». L'impact de l'homme sur les écosystèmes, qui a fini par rapprocher les humains de la faune sauvage, est aussi indexé aux Etats-Unis comme source de la destruction de la biodiversité et donc cause des coronavirus. « Nous envahissons les forêts tropicales et autres paysages sauvages, qui abritent tant d'espèces animales et végétales – et au sein de ces créatures, tant de virus inconnus. Nous coupons les arbres ; nous tuons les animaux ou les envoyons sur des marchés. Nous perturbons les écosystèmes et débarrassons les virus de leurs hôtes naturels. Lorsque cela se produit, ils ont besoin d'un nouvel hôte. Souvent, cet hôte, c'est nous», constate l'auteur américain et journaliste scientifique, David Quammen, dans une tribune au New York Times cité par lemnode.fr, dans son édition du 04 avril 2020.

« Les zoonoses : 700 000 morts par an»

Pour lui, il ne fait l'ombre d'aucun doute que l'être humain est le principal responsable de la Covid-19, comme des zoonoses, ces maladies in fectieuses qui se transmettent de l'animal à l'humain. C'est ce qu'il affirme dans un ouvrage publié en 2012 sous le titre Spillover. Animal Infections and the Next Human Pandemic (« Débordement. Les infections animales et la prochaine pandémie humaine »). Il y raconte son voyage à travers la planète en compagnie des meilleurs scientiques du monde sur les traces des maladies infectieuses émergentes. Il n'est donc pas vraiment surpris par ce qu'il se passe aujourd'hui même s'il regarde les choses un peu désabusé. «Lorsque je travaillais sur mon livre, les experts me prédisaient exactement ce qui est en train de se passer. La seule chose qui me surprend aujourd'hui, c'est à quel point les Etats ne sont pas préparés», raconte-t-il. D'ailleurs, en 2018, l'Organisation mondiale de la santé(OMS) avait répertorié une « maladie X » dans la liste des pathologies pouvant potentiellement provoquer un « danger international ». Peter Daszak, président de EcoHeanth Alliance, une organisation américaine œuvrant dans la santé humaine et la protection de la nature, et qui a participé aux discussions avec l'OMS, explique ce que recouvrait alors la notion de « Maladie X » : «La maladie X, disions-nous à l'époque, résulterait probablement d'un virus d'origine animale et émergerait quelque part sur la planète où le développement économique rapproche les humains et la faune. La maladie X se propagerait rapidement et silencieusement ; exploitant les réseaux de voyages et de commerce humains, elle atteindrait plusieurs pays et serait difficile à contenir». Une description qui ressemble à s'y méprendre à la Covid-19. Dans un rapport publié en 2016, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement(PNUE) le confirme : « l'émergence de maladies zoonotiques est souvent associée aux changements environnementaux ». Selon le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) « 60 % des maladies infectieuses humaines ont cette origine. Chiffre qui grimpe à 75 % pour les maladies « émergentes » : Ebola, VIH, grippes aviaires et autres SRAS ou Zika… ». Pour Anne Larigauderie, secrétaire exécutive de l'IPBES, le panel des experts de l'ONU sur la biodiversité, « Le processus qui conduit un microbe, tel qu'un virus, d'une population de vertébrés – chauve-souris par exemple – dans laquelle il existe naturellement, jusqu'aux humains est complexe, mais causé par l'Homme […], les actions humaines créant l'occasion pour les microbes de s'approcher des populations humaines ». Elle précise : « La rapidité de modification des espaces naturels, ces cinquante dernières années, est sans précédent dans l'histoire humaine. Et le facteur direct le plus important de ce changement est le changement d'affectation des terres ». L'IPBES estime que les zoonoses causent la mort de 700 000 personnes chaque année dans le monde. Comment expliquer alors que l'Afrique, qui émet moins de 4% de gaz à effet de serre et qui tant souffert du virus Ebola, par exemple, s'en sorte mieux que la plupart des autres continents face à la Covid-19?

L'Afrique, un cas complexe

De nombreux observateurs, demi-sachants et faux prophètes, prédisaient l'hécatombe du continent, rayé de la carte du monde par la pandémie du coronavirus. Ils ne manquaient, pour étayer leurs supputations, ni d'arguties, ni de discours anxiogènes encore moins de propos condescendants : absence de véritable politique sanitaire, insuffisance d'infrastructures à la hauteur des enjeux de la stratégie de lutte contre un ennemi invisible, en temps de guerre...Population indisciplinée, laboratoires de recherche embryonnaires voire inexistants, dirigeants politiques irresponsables...Que n'a-t-on entendu ou lu à ce propos ? L'Organisation Mondiale de la Santé(OMS) avait donné le la, dès le mois de mars. «Il ne faut pas attendre que l'épidémie arrive pour se préparer. C'est en temps de paix qu'on prépare la guerre », a mis en garde, le 18 mars, un haut responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'intention des pays africains, face à la menace du nouveau coronavirus. Et comme si cela ne suffisait pas, le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, ne pouvait s'empêcher d'en rajouter une couche dès le lendemain. « Le meilleur conseil à donner à l'Afrique est de se préparer au pire et de se préparer dès aujourd'hui », insista-t-il lors d'une conférence de presse virtuelle à Genève.

Selon le directeur de l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée, « l'Afrique sub-saharienne pourrait avoir une réaction différente à la propagation du virus grâce à son "écosystème" ». Il a mis en avant les nombreuses spécificités régionales, dont la consommation courante de traitements antipaludiques et surtout la jeunesse démographique d'un continent où 66 à 70% de la population a moins de 25 ans. «On sait maintenant que ces médicaments sont efficaces », a-t-il affirmé. Pourtant, dès le 5 avril, l'Organisation Mondiale de la Santé a fait une sortie de tout autre ordre sur l'approche continentale de lutte contre le Covid-19.

Le traitement malgache, à but préventif et curatif contre le Covid-19, les traitements et protocoles de soins du Cameroun, semblent faire l'affaire des pays africains dont l'ingéniosité des populations à s'adapter à l'environnement socioculturel prouvent que, face à un ennemi invisible, chacun lutte avec les armes dont il dispose pour non seulement gagner la bataille, mais vaincre le danger. L'Afrique, une fois de plus, montre s'il en est besoin, qu'elle reste un continent complexe aux ressources insondables.

L'action humaine est donc au centre des enjeux majeurs de la sauvegarde de la nature. Cette réalité est d'autant plus préoccupante que la population mondiale connaît une croissance galopante. Or trop de bouche à nourrir c'est autant de déchets à produire qui risquent, s'ils ne sont recyclés selon les normes internationales, de dégrader un peu plus un environnement qui souffre déjà de déforestation et de réchauffement climatique. La prise de conscience de ces enjeux, la responsabilisation de chacun et de tous, la mise en application des mesures radicales contre les émissions des gaz à effet de serre, sont parmi les pistes nécessaires à creuser pour que l'activité humaine ait des conséquences limitées sur la nature.

LES MESURES DE CONFINEMENT ONT AMÉLIORÉ LA QUALITÉ DE L'AIR

La diminution des activités humaines et les changements de comportements ont profité à la nature.

Eric Vincent FOMO

Selon les premiers résultats d'une étude rendue publique sur les antennes de BBC par des chercheurs de l'université de Columbia à New York (Etats-Unis), le monoxyde de carbone en provenance des véhicules (voitures et camions) a connu une réduction de près de 50% par rapport à l'an dernier. Le carbone a également baissé de 5 à 10%. La baisse de dioxyde de carbone a aussi été observée au nord de l'Italie. Dans cette partie du pays, les niveaux de concentration moyenne en dioxyde d'azote (NO2) ont été presque divisés par deux, de l'avis de Vincent-Henri Peuch, en service au Programme européen de surveillance de la terre, Copernicus. A New York, les raisons de cette situation sont entre autres la réduction des activités industrielles et la diminution de la mobilité des hommes et des niveaux de trafic dans la ville à hauteur de 35% par rapport à la même période. Les mesures barrières imposées à près de 4 milliards de personnes sur l'ensemble de la planète ont contribué à la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Selon les chiffres officiels de l'Union européenne relayés par Novethic, média sur le développement durable, les concentrations de dioxyde d'azote émis principalement par le trafic routier et les centrales thermiques ont chuté dans plusieurs grandes villes d'Europe sur la période du 13 mars au 13 avril dernier : Madrid (-48%), Milan (-47%), Rome (-49%) et Paris (-54%), etc. En général, ce dioxyde d'azote tue 68 000 personnes par an en Europe. Tandis que les décès prématurés liés à la pollution de l'air dans le monde s'établissent à 8,8 millions chaque année. Les indicateurs sont aussi optimistes en Chine. Il ressort en outre d'une analyse réalisée par Carbon Brief, site web sur le climat, qu'une baisse de 25% de la consommation d'énergie et des émissions a été enregistrée dans ce pays d'Asie, sur une période de deux semaines. De quoi s'attendre à une baisse générale d'environ 1% des émissions de carbone cette année au pays de Xi Jinping.

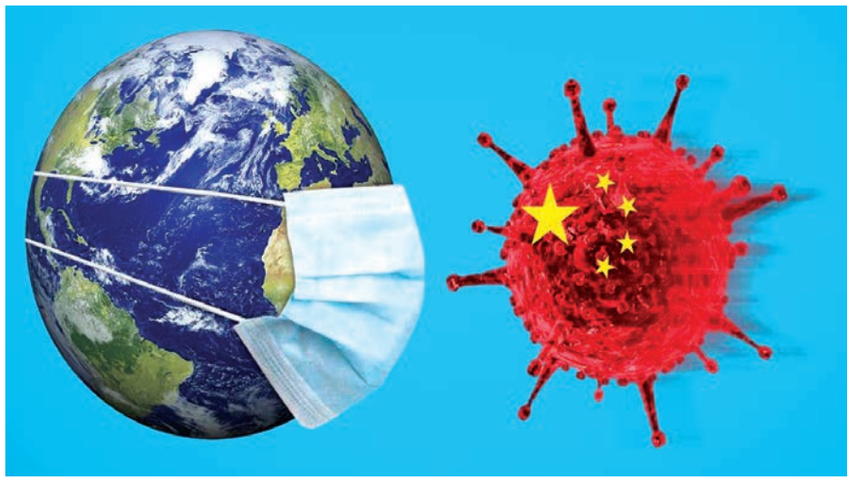
Selon Greenpeace, les émissions de pollution ont chuté à Pékin et ses environs par rapport aux années précédentes. « Il y a beaucoup de raisons derrière l'amélioration de la qualité de l'air. Il faut retenir deux facteurs principaux : la première est que les usines ont été fermées pendant l'épidémie. L'autre facteur est le changement du style de vie des populations, en particulier la réduction du trafic », expliquait Lyn Liu de Greenpeace sur les antennes de Voice Of America Afrique, en avril dernier. En février, les images satellites de la Nasa ont révélé que la concentration de NO2 produit principalement par les véhicules et centrales thermiques a baissé à Wuhan en Chine, l'épicentre du Covid-19. La carte y est passée de rouge/orange à bleue. Malgré ce climat d'optimisme, la prudence reste de mise. Les scientifiques craignent cependant une remontée du niveau des émissions de gaz à effet de serre, immédiatement après la pandémie. La balle est dans le camp des gouvernements.

« Tout dépendra de la durée de la pandémie et de l'ampleur du ralentissement dans l'économie, en particulier aux Etats-Unis. Nous verrons probablement quelque chose dans les émissions mondiales cette année. Si cela dure encore trois ou quatre mois, nous pourrons certainement voir une certaine réduction », explique le Pr. Corinne Le Quéré de l'université d'East Anglia (Royaume-Uni). Il revient à présent aux gouvernements, poursuit-il, de renoncer aux combustibles fossiles, au moment de la relance des activités économiques. Le Pr. Glen Peters du Center for International Climate and Environmental Research quant à lui, voit mal les Etats s'engager vers les énergies propres et sobres en carbone.

LES CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Lorsque les confinements seront levés et que la vie reprendra comme avant, ce sera également le cas de la pollution qui plombe nos cieux, et avec elle, des gaz à effet de serre qui causent le réchauffement de la planète.

Janvier NGWANZA OWONO



Le ralentissement de l'économique mondiale qui accompagne la pandémie de coronavirus a, par certaines mesures, rendu le monde plus propre. La pollution de l'air dans les villes chinoises, indiennes et américaines est en chute libre. Rien qu'aux Etats-Unis, la diminution de la pollution atmosphérique pourrait avoir sauvé plus de vies que le virus n'en a tué jusqu'à présent. Selon une récente étude, les émissions mondiales de dioxyde de carbone, la principale cause à long terme du réchauffement climatique, sont en voie de diminuer de 8 % cette année. Mais la pandémie pourrait-elle jeter les bases d'une action plus sérieuse pour protéger l'environnement, y compris sur le plus grand de tous les problèmes environnementaux, le changement climatique ? De manière lapidaire, la réponse est la suivante : Que nenni !

Certains observateurs espèrent que le monde post-pandémique sera plus enclin à écouter les appels des scientifiques à agir pour le climat. D'autres prédisent que le coût énorme des programmes de relance pourrait faciliter politiquement l'introduction par les gouvernements de nouvelles taxes sur le carbone plus élevées et de politiques fiscales respectueuses du climat, voire même d'un « New Deal Vert » mondial pour réparer les erreurs du passé. Mais la plupart des faits montrent le contraire. La réduction permanente des émissions nécessiterait ce que les climatologues appellent une « décarbonisation en profondeur » : un investissement massif et à long terme pour détourner l'industrie et l'agriculture des combustibles fossiles et des méthodes de production conventionnelles. Cela a toujours été une tâche monumentale, bien que réalisable. La pandémie du coronavirus rendra cette tâche beaucoup plus difficile.

L'imagination et l'optimisme des gens ont tendance à faire obstacle à de bonnes prévisions. Dans les conditions actuelles, où tout le monde est coincé à la maison et tient des réunions sur Skype ou Zoom, il est facile d'imaginer un avenir où les voyages aériens à fortes émissions seront beaucoup moins fréquents. Mais l'histoire montre qu'une fois que les revenus recommenceront à augmenter et que les mesures d'immobilisation seront levées, les gens ne resteront pas entassés. Plus leurs revenus sont élevés, plus les gens sont mobiles et plus ils produisent d'émissions. Les super-riches ne restent pas chez eux, même s'ils peuvent visiter les Offices virtuellement en utilisant la vidéo HD. Au plus fort du premier choc pétrolier du début des années 70, le président américain Richard Nixon a déclaré aux Américains : « Nous ne devrons pas arrêter les voyages aériens, mais nous devrons les planifier plus soigneusement ». Il n'y a pas eu beaucoup de planification minutieuse. Une fois le choc passé, les voyages aériens ont rebondi.

En outre, le changement climatique mondial est, fondamentalement, un problème qui nécessite une action internationale. Les pays les plus motivés pour agir représentent une part décroissante des émissions mondiales, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas résoudre le problème par eux-mêmes. Ils ont plutôt besoin de cadres qui encouragent les autres pays à suivre leur exemple. Pourtant, même avant que la pandémie n'entraîne un repli sur soi, la montée du populisme avait rendu de plus en plus difficile la mise en place et le maintien de telles institutions à l'échelle mondiale. L'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique, par exemple, était déjà fragile. Plus tard dans l'année, les États signataires sont censés proposer des plans actualisés pour des efforts nationaux plus ambitieux de réduction des émissions. Certains pays pourraient encore aller de l'avant, même après le choc macroéconomique de la pandémie, notamment en Europe, où l'engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique reste solide. Mais dans la plupart des autres régions, de tels plans seront probablement présentés. La pandémie du coronavirus, en termes simples, ne contribuera pas beaucoup à la lutte contre le changement climatique, si ce n'est en réduisant temporairement les émissions. En fait, les signaux pointent dans la direction opposée.

LA "WHITE ECONOMY" VEUT ACCÉLÉRER LA TRASFORMATION ÉNERGÉTIQUE

C'est un nouveau modèle économique centré sur plus d'investissements dans les énergies propres dans l'optique de répondre au mieux à l'urgence climatique.

Jean-Célestin EDJANGUE

Un modèle économique ou « business model » est la manière dont l'entreprise génère ou va générer de la rentabilité. C'est une description ou une représentation cohérente des moyens de tirer des revenus d'une activité. Il existe bien évidemment différents modèles économique, chacun essayant de s'appuyer sur une offre de valeur efficace et sur une organisation performante mise en place pour délivrer cette valeur. Le modèle économique le plus répandu, régissant le monde aujourd'hui, est dominé par deux composantes : d'un côté, ceux qui possèdent des ressources, généralement des pays qui donnent des droits d'exploitation, et de l'autre, de très grandes entreprises qui explorent, exploitent, transforment et distribuent ces ressources. C'est un modèle qui est incompatible avec la promotion des énergies renouvelables et propres. D'où l'urgence de la mise en place d'un nouveau modèle économique totalement différent tenant compte de la gratuité de la ressource de base, puisqu'elle n'appartient à personne : le vent et le soleil sont partout, ce qui implique que n'importe qui peut devenir producteur. Par ailleurs, la ressource est diffuse et irrégulière. Ce qui signifie que ces sources d'énergies doivent être implantées un peu partout pour qu'elles puissent représenter 75%, au moins, de notre mixe d'énergie primaire. Ce qui devrait accélérer la démocratisation de la production d'énergie. L'énergie propre peut donc devenir un facteur de stabilisation des prix de l'énergie par la grande diversité de ses fournisseurs et l'implantation de l'autonomie énergétique chez nombre d'utilisateurs, toutes tailles confondues (grands ou petits).

Le mouvement de déclin des exploitants des ressources énergétiques fossiles pourrait prendre davantage d'ampleur d'ici quelques décennies, au profit des réseaux de distribution d'électricité appelés à devenir de véritables courtiers en énergie. Ce nouveau modèle économique sur plus d'investissements pour la promotion des énergies propres préoccupe la communauté internationale depuis plusieurs années. Dans un article paru dans LesEchos.fr, en décembre 2010, la question est abordée avec optimisme. « De l'exploitation des énergies fossiles à la production d'énergies renouvelables, le profil économique de la production d'énergie va être totalement modifié. Hypothèses sur la transition entre une production très centralisée vers une autonomie énergétique très décentralisée », note le texte, indiquant qu'il s'agit simplement d'une question de temps : « Les inconnues se résument en deux mots : Quand et Comment ? Il est clair que le pétrole, qui représente actuellement 35% de notre utilisation d'énergie primaire, sera la première ressource à faire défaut ».

La « White ecnomy » pour la transformation énergétique

C'est vrai, l'on parle plus souvent de transition énergétique. Mais le concept de transformation énergétique semblerait plus conforme, puisqu'il induit l'émergence d'un nouveau modèle économique en provenance du Royaume-Uni. Au ▶▶

début des années 2000, le Royaume britannique veut booster le lancement des travaux d'économie d'énergie, notamment l'isolation et le changement de chaudière. Une prime à l'investissement est instituée, versée lors de l'exécution des travaux et proportionnelle aux économies d'énergie à réaliser. Le financement de cette prime ne se fait pas par les pouvoirs publics, mais par les distributeurs d'énergie. Un marché de l'évitement de la consommation est créé, intégrant des quotas de projets de travaux d'économies d'énergie, à financer sous peine de sanction financière, fixés aux distributeurs d'énergie. Une sanction davantage dissuasive et qui pousse les fournisseurs d'énergie à opter pour le règlement de ces primes à l'investissement. Ils obtiennent des projets de travaux pour réaliser leurs quotas. Le fonctionnement économique permet un gain immédiat permettant aux agents économiques d'apprivoiser d'un sujet. La création d'un nouveau modèle économique qui donne rapidement une valeur marchande à l'énergie non consommée puisque non produite, pour favoriser son appropriation à grande échelle par des agents écnomiques. La « White economy » est donc tout sauf une approche théorique. En France, où des Certifcats d'économies d'énergie ont été adoptés depuis 2006, ce marché représente deux milliards d'euros par an pour la période 2018-2020, ce qui équivaut au double par rapport à la période 2015-2017 et 1/5ème du budget annuel du Ministère de l'Ecologie.

Une cinquantaine de pays l'ont déjà adopté

Le nouveau modèle économique, la « White economy », est e vigueur dans une cinquantaine de pays à l'échelle de la planète. « Cette logique a fait des émules dans une cinquantaine de pays. Au niveau mondial, elle représentedepuis 10 ans une économie de plus de 24 milliards d'euros par an. Rien qu'en Europe, 32% des économies d'énergies annuelles réalisées sont dues à ces nouveaux mécanismes (dits white Certificates ou Energy Efficiency

obligations)», explique LesEchos.fr dans sa livraison du 1er juin 2018. Le journal ajoute : « Un chiffre en pleine explosion à mettre en parallèle avec les 28% d'économies réalisées par les très médiatiques taxes carbone », insistant sur la relativité de ces chiffres. « L'ordre de grandeur est semblable, mais la comparaison s'arrête là : on constate que les taxes Carbone répondent ç un modèle punitif de taxation de la production qui encourage les stratégies d'évitement des agents économiques. Ce modèle ne peut fonctionner qu'à l'échelle mondiale. Or, il n'est pas certain que l'urgence climatique nous autorise à prendre le temps nécessaire pour mettre toutes les nations d'accord et obtenir des outils efficients ». Car l'adoption de ce nouveau modèle économique n'est pas contraignante. Pourrait-on imaginer que la White economy devienne obligatoire compte tenu des enjeux de la transformation énergétique ? Pour l'heure, elle se fait de manière totalement libre. Elle a donc l'avantage, entre autres, d'être mise en place rapidement à l'échelle d'un pays, tous les distributeurs d'énergie d'un Etat étant dans les conditions identiques d'accès au marché et de concurrence. Et comme elle n'impacte pas le budget des Etats, la White economy, permettant aux pouvoirs public de continuer à jouer le rôle de régulateur du marché même s'ils en sont un des acteurs. « Là où le concept de "nudges", de coups de pouce en français, crée une incitation individuelle, souvent non monétaire, afin de modifier les comportements de manière plus vertueuse, la "White Economy" franchit une étape supplémentaire en permettant un gain monétaire immédiat et donc un changement d'échelle quant aux acteurs impliqués. Cela décuple et accélère les investissements pour plus d'efficacité énergétique », souligne l'article de LesEchos.fr, très optimiste quant à l'avenir de ce nouveau modèle économique. « Pour mobiliser à grande échelle nos sociétés dans l'action, la White Economy est probablement l'un des modèles économiques les plus adaptés. En donnant une valeur marchande à la rareté, c'est l'un des outils indispensables pour faire face aux contraintes du XXIe siècle », conclut le texte. Le contexte mondial, de la crise sanitaire du coronavirus, symptôme de la dégradation de la biodiversité par l'activité humaine, des pollutions de l'air et de l'eau, de la question de la production et du traitement des déchets, ou encore du réchauffement climatique, appelle d'urgence à un changement de paradigme économique.

La White economy apparaît alors comme le nouveau modèle le plus adapté économiquement à cet environnement planétaire. Ce d'autant plus qu'un rapport officiel de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, publié en avril 2020, affirme que « l'accélération des investissements dans les énergies vertes pourrait générer d'énormes bénéfices économiques tout en contribuant à faire face à l'urgence climatique mondiale », martelant : « Les énergies renouvelables pourraient alimenter une reprise économique post-pandémie de COVID-19 en stimulant le PIB mondial de près de 100 000 milliards de dollars US (92 500 milliards d'euros) d'ici 2050 ».

HERE'S WHAT THE CORONAVIRUS PANDEMIC CAN TEACH US ABOUT TACKLING CLIMATE CHANGE

Every aspect of our lives has been affected by the coronavirus. The global economy has slowed, people have retreated to their homes and thousands have died or become seriously ill.

Jator NJENYU

At this frightening stage of the crisis, it's difficult to focus on anything else. But as the International Agency has said, the effects of coronavirus are likely to be temporary but the other global emergency-climate change-is not.

Stopping the spread of coronavirus is paramount, but climate action must also continue. And we can draw many lessons and opportunities from the current health crisis when tackling planetary warming.

A 'degrowing' economy

S&P Global Ratings this week said measures to contain COVID-19 have pushed the global economy into recession.

Economic analyst Iauri Myllyvirta estimates the pandemic may have reduced global emissions by 200 megatonnes of carbon dioxide to date, as air travel grinds to a halt, factories close down and energy demand falls.

In the first four weeks of the pandemic, coal consumption in China alone fell by 36%, and oil refining capacity reduced by 34%.

In many ways, what we're seeing now is a rapid and unplanned version of economic "degrowth" – the transition some academics and activists have for decades said is necessary to address climate change, and leave a habitable planet for future generations.

Degrowth is a proposed slowing of growth in sectors that damage the environment, such as fossil fuel industries, until the economy operates within Earth's limits. It is a voluntary, planned and equitable transition in developed nations which necessarily involves an increased focus on the environment, human well-being, and capabilities (good health, decent work, education, and a safe and healthy environment).

Such a transformation would be profound, and so far no nation has shown the will to implement it. It would require global economies to "decouple" from carbon to prevent climate-related crises. But the current unintended economic slowdown opens the door to such a transition, which would bring myriad benefits to the climate.

The idea of sustainable degrowth is very different to a recession. It involves scaling back environmentally damaging sectors of the economy, and strengthening others.

A tale of two emergencies

Climate change has been declared a global emergency, yet to date the world has largely failed to address it. In contrast, the global policy response to the coronavirus emergency has been fast and furious.

There are several reasons for this dramatic difference. Climate change is a relatively slow-moving crisis, whereas coronavirus visibly escalates over days, even hours, increasing our perception of the risks involved. One thing that history teaches us about politics and the human condition in times of peril, we often take a "crisis management" approach to dealing with serious threats.

As others have observed, the slow increase in global temperatures means humans can psychologically adjust as the situation worsens, making the problem seem less urgent and meaning people are less willing to accept drastic policy measures.

Key lessons from coronavirus

The global response to the coronavirus crisis shows that governments can take immediate, radical emergency measures, which go beyond purely economic concerns, to protect the well-being of all.

Specifically, there are practical lessons and opportunities we can take away from the coronavirus emergency as we seek to tackle climate change:

Act early: The coronavirus pandemic shows the crucial importance of early action to prevent catastrophic consequences. Governments in Twaiwan, South Korea and Singapore acted quickly to implement quarantine and screening measures, and have seen relatively small numbers of infections. Italy, on the other hand, whose government waited too long to act, is now the epicentre of the virus.

Go slow, go local: Coronavirus has forced an immediate scale-down of how we travel and live. People are forging local connections, shopping locally, working from home and limiting consumption to what they need.

Researchers have identified that fears about personal well-being represent a major barrier to political support for the degrowth movement to date. However with social distancing expected to be in place for months, our scaled-down lives may become the "new normal". Many people may realise that consumption and personal well-being are not inextricably linked.

New economic thinking is needed. A transition to sustainable degrowth can help. We need to shift global attention from GDP as an indicator of well-being, towards other measures that put people and the environment first, such as New Zealand's well-being budget, Bhutan's gross national happiness index, or Ecuador's social philosophy of buen vivir (good living).

Spend on clean energy: The International Energy Agency (IEA) says clean energy should be "at the heart of stimulus plans to counter the coronavirus crisis".

The IEA has called on governments to launch sustainable stimulus packages focused on clean energy technologies. It says hydrogen and carbon-capture also need major investment to bring them to scale, which could be helped by the current low interest rates.

Governments could also use coronavirus stimulus packages to reskill workers to service the new "green" economy, and address ▶▶

challenges in healthcare, sanitation, aged care, food security and education.

Looking ahead

As climate scientist Katharine Havhoe said this month: What really matters is the same for all of us. It's the health and safety of our friends, our family, our loved ones, our communities, our cities and our country. That's what the coronavirus threatens, and that's exactly what climate change does, too.
The coronavirus crisis is devastating, but failing to tackle climate change because of the pandemic only compounds the tragedy. Instead, we must draw on the lessons of coronavirus to address the climate challenge.

Our war with the environment is leading to pandemics

The COVID-19 pandemic sweeping across the world is a crisis of our own making.
That's the message from infectious disease and environmental health experts, and from those in planetary health – an emerging field connecting human health, civilisation and the natural systems on which they depend.
They might sound unrelated, but the COVID-19 crisis and the climate and biodiversity crises are deeply connected.
Each arises from our seeming unwillingness to respect the interdependence between ourselves, other animal species and the natural world more generally.
To put this into perspective, the vast majority (three out of every four) of new infectious diseases in people come from animals – from wildlife and from the livestock we keep in ever-larger numbers.
To understand and effectively respond to COVID-19, and other novel infectious diseases we'll likely encounter in the future, policymakers need to acknowledge and respond with "planetary consciousness". This means taking a holistic view of public health that includes the health of the natural environment.

Risking animal-borne diseases

Biodiversity (all biological diversity from genes, to species, to ecosystems) is declining faster than at any time in human history.
We clear forests and remove habitat, bringing wild animals closer to human settlements. And we hunt and sell wildlife, often endangered, increasing the risk of disease transmission from animals to humans.
The list of diseases that have jumped from animals to humans ("zoonotic diseases") includes HIV, Ebola, Zika, Hendra, SARS, MERS and bird flu.
Like its precursor SARS, COVID-19 is thought to have originated in bats and subsequently transmitted to humans via another animal host, possibly at a wet market trading live animals.
Ebola virus emerged in central Africa when land use changes and altered climatic conditions forced bats and chimpanzees together around concentrated areas of food resources. And Hendra virus is associated with urbanisation of fruit bats following habitat loss. Such changes are occurring worldwide.
What's more, human-caused climate change is making this worse. Along with habitat loss, shifting climate zones are causing wildlife to migrate to new places, where they interact with other species they haven't previously encountered. This increases the risk of new diseases emerging.
COVID-19 is just the latest new infectious disease arising from our collision with nature.
Due to its ability to spread at an alarming pace, as well as its relatively high mortality rate, it's the sort of pandemic experts have been warning will arise from environmental degradation.
We saw this in 2018, for instance, when disease ecologist Dr Peter Daszak, a contributor to the World Health Organisation Register of Priority Diseases, coined the term "Disease X". This described a then-unknown pathogen predicted to originate in animals and cause a "serious international epidemic". COVID-19, says Daszak, is Disease X.

Climate change makes us vulnerable

But climate change is undermining human health globally in other profound ways. It's a risk multiplier, exacerbating our vulnerability to a range of health threats.
Earlier this year, all eyes were on the extensive, life-threatening bushfires and the resulting blanket of smoke pollution. This exposed more than half of the Australian population to health harm for many weeks, and led to the deaths of more than 400 people.
or infectious diseases such as COVID-19, air pollution creates another risk. This new virus causes a respiratory illness and, as with SARS, exposure to air pollution worsens our vulnerability.
Particles of air pollution also act as transport for pathogens, contributing to the spread of viruses and infectious disease across large distances.

A wake-up call

It might be clear to readers here that human health depends on healthy ecosystems. But this is rarely considered in policy decisions on projects that affect natural ecosystems – such as land clearing, major energy or transport infrastructure projects and industrial-scale farming.
The current COVID-19 pandemic is yet another warning shot of the consequences of ignoring these connections.
If we are to constrain the emergence of new infections and future pandemics, we simply must cease our exploitation and degradation of the natural world, and urgently cut our carbon emissions.
Controlling the pandemic appropriately focuses on mobilising human and financial resources to provide health care for patients and prevent human to human transmission.
But it's important we also invest in tackling the underlying causes of the problem through biodiversity conservation and stabilising the climate. This will help avoid the transmission of diseases from animals to humans in the first place.
The health, social and economic consequences of COVID-19 should act as a wake-up call for all governments to take stock, carefully consider the evidence, and ensure post COVID-19 responses reverse our war on nature. Because – as pioneering 20th century conservationist Rachel carson argued – a war on nature is ultimately a war against ourselves.

Chers Yaoundéens,

Gardons notre YAOUNDÉ Cité - Capitale PROPRE !

Mairie de Yaoundé

World Environment Day
COVID-19 CRISIS DEMANDS FUNDAMENTAL RETHINK

From countries taking action on policy issues to people raising their voices for nature, World Environment Day commemorated on June 5 was a major 2020 milestone featuring how biodiversity provides critical services for all of use.

Jator NJENYU

The theme for the World Environment Day 2020 was "Biodiversity". The theme focuses on the need to save resources and reconnects with nature. The host for this year is Colombia in partnership with Germany. Due to the ongoing pandemic, over 100 countries will virtually commemorate this day. It will include events, seminars and discussions on various topics.

In India, unique efforts have been taken to conserve wildlife during the lockdown. Several adoption programmes and community feeding initiatives were organised.

Here are a few:

-Keeping up with rescue activities, Blue Cross of India has approximately 1,800 animals at their shelter. Over 95,000 animals have been fed by the organisation.

-India Project for Animals and Nature in Masinagudi has organised a programme to adopt ponies. IPAN is home to over 200 rescued animals. These include donkeys, ponies, horses, dogs, cattle, buffaloes, goats, sheep and a lone cat.

-Asian small-clawed river otters were found at SAI Sanctuary Trust in Coorg this year. They will be pushing for a river otter sanctuary, to protect this endangered species.

-Trunk Call Foundation in Maharashtra has raised 1.5 lakh for the affected elephants in Thailand.

A clarion call

The COVID-19 health crisis should be seen as a clarion call to "fundamentally rethink our relationship" with natural ecosystems and shrinking biodiversity, the UN cultural agency chief said on Friday, World Environment Day.

Against the backdrop of bushfires in Brazil, the United States and Australia; locust infestations across East Africa; and a global pandemic, the theme for this year's commemoration, biodiversity, points out the interdependence of humans and the webs of life in which they exist.

"The pandemic has allowed us to observe what scientists the world over have been saying for years: the interdependence between humanity and biodiversity is so profound that the latter's vulnerabilities are our own", said Audrey Azoulay, Director-General of the UN Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) in her message for the day.

Over the past year, the environmental crisis has revealed itself in a spectacular and disturbing manner.

"While wildfires ravaged tropical rainforests as if they were arid savannah, dramatically highlighting the effects climate change, the COVID-19 pandemic has cast yet another harsh light on the crisis affecting biodiversity", she stated, urging people around the globe to forge a broad consensus – both technical and ethical – to "construct a new pact with the living world".

Pillars of climate change

Every year, in late May and early June, the world spotlights three major international days that that can be considered the systemic pillars of climate change: biodiversity, climate and the oceans.

The UNESCO chief urged everyone to reflect upon how World Environment Day is “a whole, a complex system wherein, climate the oceans and the diversity of living organisms and their surroundings interact sometimes in ways that are beyond our ability to anticipate”.

“This year”, she concluded, “as the world struggles with an unprecedented pandemic, these days resonate more urgently than ever”.

Environmental migration

Meanwhile, in his video message, the Director General of the International Organization for Migration (IOM), António Vitorino, flagged that the environment has always prompted people to move.

He spelled out that disasters displace millions every year and that climate change affects migration patterns the world over.

“Even when societies are slowed down by COVID-19, nothing stops cyclones and floods, the climate continues to change, the environment keeps degrading, and many people are forced out of their homes”, stressed the IOM chief, also noting that other people are “trapped in environmentally fragile regions or cannot resort to usual seasonal agriculture activities”.

He encouraged everyone, “even while battling the global pandemic”, to stay focused on climate change and biodiversity throughout.

“Let’s take action now for people and for nature”, underscored Mr. Vitorino.

COVID-19 and biodiversity

COVID-19 has revealed the vulnerability of global systems to protect the environment, health and economy, the UN Environment Programme (UNEP) said in a compelling video that illustrates how nature can protect us from pandemics.

It explains that zoonotic diseases are transferred from animals to humans, including in all likelihood the COVID-19 coronavirus. UNEP explains that keeping the diversity of nature and animal species intact, protects us against global health crises.

And while a high host species diversity can also reduce disease risk, if in some cases those hosts are removed, a resulting monoculture of animals is created, that are likely to increase their role as disease transmitters.-19, are crossing from the wild, to people, and “transformative actions are urgently required to protect environment and human rights”. This was the message from David Boyd, the independent UN Special Rapporteur on human rights and the environment, ahead of this year’s Day.

Mr. Boyd added that countries should take urgent action to protect the environment and stop climate disruption, biodiversity loss, toxic pollution and diseases that jump from animals to humans.

Get the message

UN chief Antonio Guterres said in his message that “nature is sending us a clear message. We are harming the natural world, to our own detriment.”

He noted that habitat degradation and biodiversity loss were accelerating, “climate disruption is getting worse…To care for humanity, we must care for nature.”

UN chief on World Environment Day 2020

Time for natureSince World Environment Day was launched in 1974, it has grown to become the UN’s biggest annual event, advocating for environmental action and raising worldwide awareness of the need to increase protection for the planet’s long-term survival.

The 2020 edition, which has the tagline “Time for Nature”, is being hosted by Colombia, which is organizing several events, streamed live, which can be accessed here, or on social media. The theme is biodiversity protection, at a time when one million animal and plant species are believed to be on the brink of extinction.

This year’s Day inevitably references the global COVID-19 health crisis, noting that, with the population doubling over the past 50 years, and the global economy growing fourfold over the same period, the delicate balance of nature has been disrupted, creating ideal conditions for pathogens, such as COVID-19, to spread.

As countries open up, and governments approve stimulus packages to support job creation, poverty reduction, development and economic growth, the UN Environment Programme (UNEP), is urging them to “build back better”.

This involves capturing opportunities for green investment — such as renewable energy, smart housing, green public procurement, and public transport — guided by the principles and standards of sustainable production and consumption.

A failure to do so, warns UNEP, and an attempted return to business as usual, risks seeing inequalities rising even further, and a worsening of the degradation of the planet, at a time when one million animal and plant species are on the brink of extinction.

Nigeria

WECYCLERS TRANSFORMS WASTE INTO SOCIAL PROGRESS

Wecyclers, an urban waste management start-up based in Lagos, Nigeria, received the prestigious Africa Development Prize from our Brussels-based parent foundation earlier this year.

Jator NJENYU

Wecyclers gives households in low-income communities a chance to capture value from their waste, while providing a reliable supply of materials to the local recycling industry. To shine a spotlight on their remarkable achievements, KBFUS is organizing a 10-day road show in the United States this October, covering Washington DC, New York City and the San Francisco Bay Area.

Uncollected trash is a huge problem in developing countries. In Lagos, with 20 million people in the largest and fastest growing city on the African continent, the waste mountain grows by 15,000 tons every day. Traditional waste collections by local authorities have always been inadequate, particularly in poorer neighborhoods. And Lagos residents never had any concrete incentives to collect and hand in their waste either.

That was until 2012, when along came Wecyclers….

A Desire to Help People

Wecyclers was started by Bilikiss Adebiyi-Abiola and is now led by her brother Olawale (Wale) Adebiyi. Both grew up in Lagos, and then headed to the United States to pursue their studies. Bilikiss earned an MSc in Computer Science from Vanderbilt University and an MBA from Massachusetts Institute of Technology, while Wale graduated with an MSc in Chemical Engineering from Florida Institute of Technology and an MBA from Indiana University, before joining the largest steel producer in the country.

"The last project I worked on in the U.S. was in Baton Rouge, Louisiana, where we built a steel plant from scratch between 2012 and 2016," says Adebiyi. "It was a very demanding project, very time-consuming and in the end very successful. The turning point for me was the realization that I was putting all my energy into working for a big corporation and not really doing anything towards helping people. That realization led me to quit my job in 2016 and move my family back to Lagos."

His sister Bilikiss had already moved back to Lagos and started Wecyclers in 2012. "She had made a lot of headway and won several international awards for her work," says Adebiyi. "Operationally and structurally there was still a lot of opportunity for growth. I was just going to help her out for a few months until I found other work."

Then, one day as he was watching the women working at the sorting hub, Adebiyi had an epiphany. "I realized that this was a way I could make a difference. I could use my experience

in the steel industry to help grow the company. And it quickly became full-time for me. Bilikiss stepped down in 2017, when she was asked to head the Lagos State Parks and Gardens Agency, so I took over the role of CEO as well as being COO."

A Business Model with a Cause

Wecyclers sees waste collection not merely as an end in itself, but also as a way of bringing about social change in the poorest neighborhoods of Lagos. Starting with the premise that plastic waste is a valuable raw material, it developed a business model in which part of that value goes back to the residents who collect the waste.

Wecyclers employees travel through residential neighborhoods on low-cost cargo bikes. Local residents give them empty plastic bottles, boxes and glass for which they receive cash or earn credits that they can exchange for food or household goods. This tangible increase in their income has seen residents overcome prejudices against picking up 'dirty waste'.

Almost 20,000 households are already participating. Based on current growth projections, Wecyclers aims to reach 500,000 households by 2023. The company employs 125 full-time staff, 60 per cent of which are women. Employees who pick up the waste can earn from US$ 200 to US$ 400 a month and sorters make about US$ 100 a month. The national minimum monthly wage is about US$ 50.

Adebiyi explains that all the waste collected is sold to local companies that convert the material into finished products. None of it is shipped out of Lagos. One company makes tissue paper from waste paper, another makes plastic into fiber for the clothing market and stuffing for mattresses and pillows, and several companies recycle glass.

"Wecyclers collects, sorts, compresses and sells," he says. "We are the middleman. We connect our subscribers to the manufacturers, who used to have to rely on informal collecting systems. But now we are providing a more structured, simple supply chain."

The Environment and Education

Adebiyi says that in areas where Wecyclers work, people have noticed a huge difference in the amount of waste lying around in the streets.

"There is a massive improvement in the communities where we do collections," he says. "It's changing the mindset. It's changing behaviors. People now realize that there is value in what used to be considered trash. They are earning money by cleaning up. And the environment is benefiting from that as well."

Wecyclers recently developed a new project where parents can use credits earned from plastic waste to pay for their children's school fees. This model is being piloted with a primary school, and will be rolled out to many more schools in the future.

An Award to Increase Its Footprint

Wecyclers received the Africa Development Prize from our Brussels-based parent foundation earlier this year. Worth 200,000 euros, the Africa Development Prize rewards outstanding contributions to development in Africa, initiated and led by Africans.

"We worked really hard to get to where we are. We've had a lot of challenges, but we have persevered through them. The prize really meant a lot for all of us," says Adebiyi. "It validates all the hard work the team has put into making this company work. People used to think that what we were doing was kind of cool. But now they see us as a serious company that is making a big difference. They now see the potential that we saw years ago."

With plans to expand within Lagos itself, as well as into other Nigerian cities and neighboring countries, the prize will help Wecyclers scale up its model and increase its footprint. But the cash award is just the beginning.

KBFUS Opens Doors

The prize also offers its winners unique opportunities to increase their visibility and promote their cause to international audiences.

In April, KBFUS invited Wecyclers to showcase their model during the Skoll World Forum in Oxford, which brings together each year some of the world's most innovative social entrepreneurs, investors, thought leaders and strategic partners.

And in October, Wecyclers will join KBFUS in Mexico for Opportunity Collaboration, a collaborative summit focused on solutions to global poverty and injustice.

Later that month, KBFUS is coordinating a 10-day roadshow in the United States, covering Washington DC, New York City and the San Francisco Bay Area.

These efforts to put a spotlight on Wecyclers' remarkable achievements seem to come at the right time, given their ambitious goals for the future.

"We want to raise between $2 and $5 million for Wecyclers," says Adebiyi. "We have several projects that we need to do to increase our capacity and our production. We want to build our own recycling factory and start converting plastic bottles into new finished products. So we can expand our margins and give back more to the community. That's really part of our

Hysacam
pour un monde de propreté

www.hysacamproprete.com

Hysacam A LA POINTE DES TECHNOLOGIES INNOVANTES

En 50 ans, nous avons mis en place un modèle de production et des outils technologiques qui reposent sur l'exploitation du déchet comme une matière première secondaire et une source d'énergies nouvelles.

NOS REALISATIONS

- **02 Centrales de captage** et de traitement du biogaz pour réduire les Gaz à effets de Serre :
- **Yaoundé (NKOLFOULOU)** : 500 000 Teq CO2 évitées.
- **Douala** (PK10) : 350 000 Teq CO2 évitées.
- **05 Unités de compostage** pour la valorisation des sols.
- **PLASTIC RECUP** (Douala et Yaoundé) : unités de collecte et de mise en balle de bouteilles plastiques ; plus de 300 tonnes de bouteilles PET recyclées.

NOS PROJETS

- **03 Projets de production d'électricité** à base des déchets ménagers
  Plus de 200 000 habitants à desservir
- **Yaoundé** (NKOLFOULOU)
- Capacité estimée: 4 MW
- **Douala** (PK10)
- Capacité estimée : 500 KW
- **Bafoussam**
- Capacité estimée : 2 MW

CHIFFRES CLES

- 15 millions d'habitants desservis au quotidien
- 7 000 tonnes de déchets collectés par jour
- 5 000 employés
- 1 700 km de rues balayées par jour
- 600 camions de propreté spécialisés
- 52 engins lourds spécialisés dans le traitement en décharge
- Service continu 7j/7 et 24h/24
- 02 centrales de captage et de traitement du biogaz
- 500 teq Co2 traitées par jour
- 20 villes desservies en Afrique
- Capital : 15,5 millions d'Euros

Groupe Hysacam, 5000 employés
15 millions de personnes desservies en Afrique
Société anonyme au capital de 15,5 millions d'Euros
Siège social : ZI. Bassa BP. 1420 Douala-Cameroun
Tél : +237 233 37 80 87. Fax : +237 233 37 80 90

Masques, mouchoirs, gants... LE DEVENIR DE CES DÉCHETS PREOCCUPE

Alors que les environnementalistes craignent une nouvelle forme de pollution associée à la maladie, le tri sélectif marque des points.

Eric Vincent FOMO

Des masques de protection et des gants médicaux jonchent les rues de nos villes et villages. Ces images sont de plus en plus légion à la faveur de la lutte contre le Covid-19. A la mi-mars, le centre d'information sur l'eau en France avait alerté sur le rejet des lingettes désinfectantes et de masques dans les eaux usées. En Suisse, le responsable romand de l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux usées, Lucas Rossi, a attiré l'attention sur le fait que certains de ces matériels médicaux sont tissés et peuvent mettre hors fonction une pompe de relevage des eaux. Autant dire que les déchets de soins médicaux sont en surproduction et leur rejet dans les eaux usées constitue un problème environnemental. La situation est exacerbée par la fermeture des déchetteries, du fait des mesures de confinement. Depuis, les centres hospitaliers ont dû se réinventer. Le centre hospitalier régional universitaire de Nancy en France qui collecte désormais les déchets deux fois par jour et 7 jours sur 7, a confié la charge de la gestion à un centre de traitement autonome. Ici, la destruction s'effectue dans un four à plus de 1100° C, afin qu'aucun virus ne survive.

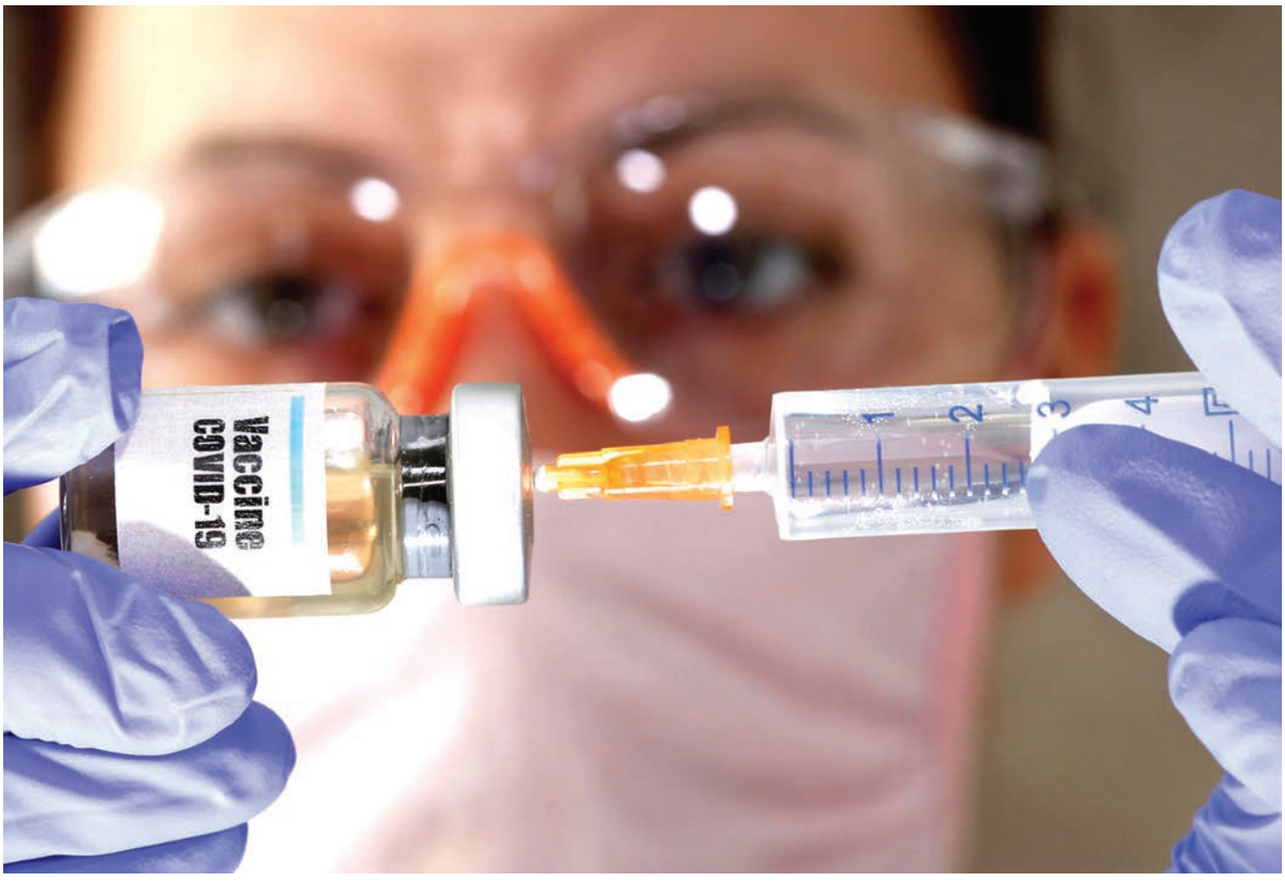
Tout se joue également au niveau du traitement. Si les déchets médicaux ne sont pas traités selon les règles de l'art, ils représentent un risque environnemental. « Sur la santé environnementale, ces rejets Lorsqu'ils sont abandonnés dans les rigoles et caniveaux, ils amplifient les phénomènes d'inondation après les pluies », explique l'environnementaliste Didier Yimkoua. Par ailleurs, le directeur du centre international de technologie de l'environnement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), Keith Alverson, faisait observer en avril dernier qu'« une énorme quantité de déchets médicaux, y compris les déchets générés par nos réponses à la pandémie (Covid-19; Ndlr), sont soit traités de manière impropres avec des technologies qui ne sont pas correctement entretenues, soit pas traitées du tout ». Une situation qui pourrait constituer une menace pour les travailleurs du secteur des déchets et la communauté environnante, exposés à des contaminants toxiques présents dans les émissions atmosphériques et les cendres, ajoute Keith Alverson.

Le tri sélectif a le vent en poupe

Pour éviter le rejet à l'air libre des déchets médicaux issus de la prise en charge des patients du Covid-19, encouragés au tri sélectif par le ministère de la Transition écologique et solidaire, pour réduire le volume des déchets faisant l'objet d'un ramassage et éviter la surcharge des points de collecte. En ce qui concerne particulièrement les mouchoirs, masques et gants usagés, il leur a été prescrit de les jeter dans un sac plastique dédié, résistant et disposant d'un système de fermeture opérationnel. Après 24h, ledit sac est placé dans le sac plastique du bac à ordures ménagères. Au Cameroun, la société Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam) propose un système de transformation spécifique des masques chirurgicaux et en tissu. Ce système, explique le directeur de l'agence Hysacam de Douala, Jean Pierre Ymele, porte sur l'emballage préalable des masques faciaux dans un sachet plastique avant de les jeter à la poubelle. Aussi, « nous conseillons de tremper les maques réutilisables dans de l'eau savonneuse avant de les jeter. L'eau savonneuse va neutraliser le virus », explique M. Ymele.

Coronavirus
L'AFRIQUE CONTRE LES VACCINS VENUS D'OCCIDENT

L'Organisation mondiale de la santé est régulièrement mise en cause sur les réseaux sociaux, où elle est accusée d'être le bras armé des puissances occidentales.



Alors que la communauté scientifique est engagée dans une course contre-la-montre pour élaborer des traitements contre le coronavirus, en Afrique la défiance envers les vaccins occidentaux s'affiche sur les réseaux sociaux, puisant dans le souvenir des scandales médicaux qui ont jalonné l'histoire du continent. Le continent est pour l'instant un des moins sévèrement touchés par la pandémie, avec 2 007 décès pour 51 569 cas officiellement recensés au 7 mai.

Un logo montrant une seringue dans un cercle rouge barré du slogan « Pas de test de vaccin en Afrique », un dessin d'une femme noire brandissant une machette sous la gorge d'un médecin blanc muni d'une seringue, des hashtags #nonauvaccinenafrique, #pasdetestdevaccinenafrique,#lafriquenestpasunlaboratoire,#jenesuispasuncobaye… Depuis plusieurs semaines, les réseaux sociaux africains grouillent de publications mettant en garde contre des vaccins « empoisonnés » qui seraient secrètement testés ou injectés sur le continent.

Début avril, des publications virales en Afrique de l'Ouest affirmaient que sept enfants étaient morts au Sénégal après avoir reçu « le vaccin de Bill Gates ». Une vérification de l'AFP a montré que cette rumeur avait pour origine… une blague d'un marchand de cosmétiques dans la banlieue de Dakar. Dans une autre vidéo partagée des dizaines de milliers de fois en Côte d'Ivoire, également vérifiée par l'AFP, une femme se présentant comme une

infirmière affirmait, elle, que les centres de dépistage allaient servir à vacciner la population à son insu par voie nasale.

Racisme

Or il n'existe pas de vaccin contre le coronavirus. Si une centaine de projets sont actuellement menés à travers le monde, dont une dizaine en phase d'essais cliniques, aucun ne devrait aboutir avant plusieurs mois.

Ces fausses affirmations ont connu un écho tout particulier après une discussion entre deux médecins, le 1er avril à la télévision française, qui a suscité l'indignation dans de nombreux pays. Evoquant l'intérêt de tester le vaccin anti-tuberculose BCG contre le coronavirus, l'un d'entre eux demandait notamment si « on ne pourrait pas faire ces tests en Afrique, où il n'y a pas de masques, pas de traitements, pas de réanimation ». Après certains pays d'Europe et d'Australie, l'Afrique du Sud a lancé lundi des tests analogues, menés sur 500 soignants.

Lire aussi Coronavirus : des scientifiques sud-africains testent l'effet bouclier du BCG

« Il y a une longue histoire de défiance envers les vaccins en Afrique », explique Keymanthri Moodley, directeur du Centre pour l'éthique et le droit de la médecine à l'université de Stellenbosch (Afrique du Sud), soulignant « l'impact énorme » de cette séquence télévisée. « Ces gens font des annonces importantes, comme si nous n'avions pas voix au chapitre. C'est comme si on revenait à l'époque coloniale. Personnellement, je trouve cela raciste et condescendant », a déclaré l'ancienne ministre kényane de la Justice, Martha Karua.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), régulièrement mise en cause dans ces publications où elle est accusée d'être le bras armé des puissances occidentales et de l'industrie pharmaceutique, assure que l'Afrique n'est pas un terrain d'expérimentations hasardeuses. « Je veux vraiment rassurer les gens. Les essais cliniques en cours actuellement sur le continent respectent les normes internationales et suivent les mêmes protocoles que dans les autres pays développés », a déclaré à l'AFP Richard Mihigo, le responsable du programme d'immunisation et de développement des vaccins pour l'OMS en Afrique.

Confiance collective

Mais ces déclarations ont ravivé le souvenir de scandales médicaux qui ont marqué le continent jusque dans l'histoire récente. Dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, le sinistre « docteur la mort » Wouter Basson, qui dirigeait dans les années 1980 et au début des années 1990 le programme gouvernemental d'armement chimique et biologique, avait ainsi travaillé sur un projet – qui n'a pas abouti – de stérilisation des femmes noires par des substances qui devaient être injectées par les vaccins.

Au Nigeria, au tournant des années 2000, le géant pharmaceutique Pfizer a quant à lui versé 75 millions de dollars en échange de l'arrêt de poursuites judiciaires, après des accusations d'essais d'un médicament contre la méningite menés à l'insu de la population en 1996. La firme américaine assure avoir obtenu l'accord verbal des familles, ce que nient ces dernières, qui affirment que le médicament, le Trovan, serait responsable du décès d'au moins onze enfants et de dommages physiologiques pour 189 autres.

Les révélations de plusieurs cas de médicaments anti-VIH frauduleux un peu partout sur le continent ont également « alimenté un fort ressentiment contre les hommes politiques et certains scientifiques », ajoute Keymanthri Moodley.

« Plutôt que de balayer ces craintes en les qualifiant de « fausses rumeurs » ou de "connaissances erronées", elles devraient être écoutées et reconnues », estime Sara Cooper, chercheuse au Conseil de recherche médicale sud-africain. Selon elle, des recherches menées par des scientifiques africains plutôt que des programmes étrangers « pourraient permettre de reconstruire une confiance collective et de réduire l'opposition ».

JLA

Source : Le Monde Afrique

Une piste pour le futur
TRANSFORMER LES DÉCHETS EN RICHESSE

Selon la Banque mondiale, l'Afrique produit près de 70 millions de tonnes de déchets chaque année. Alors que les revenus et le pouvoir d'achat de l'Africain moyen continuent d'augmenter, davantage de biens seront consommés, ce qui entraînera encore plus de déchets.

Janvier NGWANZA OWONO

Le volume de déchets produits sur notre continent devrait doubler dans les années à venir, à mesure que l'économie africaine devient plus prospère et que la taille et la population de ses villes explosent. Quelques entrepreneurs intelligents transforment les énormes déchets que nous produisons chaque jour en produits lucratifs. C'est une idée si brillante qui vous permet de faire des bénéfices tout en protégeant l'environnement ! En effet, il existe des opportunités commerciales intéressantes dans le monde des déchets. Nous pouvons transformer cette marchandise ignorée et négligée en richesse.

Selon des estimations récentes, un africain moyen produit un demi-kilogramme de déchets chaque jour, tandis que les entreprises peuvent produire jusqu'à deux kilos de déchets par jour ! Cependant, on estime que la quantité de déchets produits sur le continent augmentera très rapidement au cours des prochaines années, en raison de l'accroissement de la population et le développement économique et l'urbanisation rapide, ainsi que l'augmentation des niveaux de revenu.

Bien que ce ne soit pas l'une des idées commerciales les plus populaires, quelques entrepreneurs africains créent déjà de la richesse à partir de déchets et des emplois pour des centaines de jeunes. Le succès de ces entrepreneurs inspirants prouve qu'il peut y avoir des idées commerciales rentables dans des parties très peu probables et des créneaux de la société africaine.

Il existe un certain nombre d'opportunités que les entrepreneurs peuvent exploiter dans le vaste marché des déchets en pleine expansion en Afrique. Par exemple, le traitement des déchets inorganiques et organiques constituent des segments intéressants mais sous-exploités de ce marché.

En ce qui concerne le traitement des déchets inorganiques, les déchets qui ne peuvent pas se décomposer et être réutilisés par la nature sont considérés comme inorganiques. Cela comprend les plastiques, le caoutchouc, le verre, le métal et les textiles. La plupart des déchets domestiques et commerciaux collectés par les camions à ordures sont envoyés dans une décharge (où ils sont enfouis dans le sol) ou dans une installation de traitement des déchets. Dans ces installations, tous les déchets collectés sont triés, nettoyés, traités et recyclés en une forme de produit final ou semi-final. Si le tri et le nettoyage des déchets collectés peuvent nécessiter une main-d'œuvre importante, le traitement des déchets nécessitera un investissement dans des machines et des équipements de traitement tels que des trémies, des extrudeuses, des agrégateurs et des rouleaux. La plupart de ces machines peuvent être fabriquées localement ou importées de Chine ou d'Inde.

S'agissant du traitement des déchets organiques (compostage), le compostage est le processus naturel de transformation des déchets organiques en un produit stable (compost) dans des conditions contrôlées. Le compost est un produit naturel riche en plusieurs nutriments essentiels, ce qui en fait un engrais organique très apprécié. Il contient d'énormes quantités d'humus (la substance qui reste lorsque les choses organiques se décomposent complètement), ce qui est excellent pour la croissance des plantes. Le compost est considéré comme une alternative beaucoup moins chère que les engrais inorganiques courants mais coûteux. Le compost est également préféré par les producteurs de légumes et de fleurs car il permet au sol de respirer (plus d'air) et de retenir plus d'eau. Il est donc très apprécié dans les climats chauds et humides (comme en Afrique), où le taux de décomposition peut être très rapide. Le processus de compostage dure entre 21 et 28 jours, au cours desquels un tas de déchets organiques est retourné et humidifié tous les 5 jours. Dès que le compost est arrivé à maturité, il peut être emballé et vendu comme engrais organique. La plupart des personnes travaillant dans le secteur du compost utilisent souvent des vers, des régulateurs de chaleur et d'humidité pour accélérer le processus..

L'Afrique est un endroit idéal pour gagner de l'argent à partir de déchets. Le gaspillage est partout ; il suffit d'un peu de créativité et de travail pour en faire de la richesse. Il est donc nécessaire de commencer à travailler sur un plan d'entreprise et prendre des mesures dès que possible.

Andry Rajoelina
LE SOLDAT ANTI-CORONA

Né le 1974 à Madagascar, le jeune Président malgache a sucité un intérêt dans le cadre de la pandémie en proposant et en promouvant un antidote, le Covid Organics, qui a ses partisans et ses détracteurs.

Jean Loïc AMOUGOU

Rajoelina est un entrepreneur modèle dans la gestion d'entreprises et a remporté plusieurs trophées. En 1994, tout en débutant Disc-Jockey (DJ), il a créé ses activités d'impression numérique et de panneaux d'affichage en 1998. Il a remporté le prix du jeune entrepreneur de l'année décerné par la banque BNI et a obtenu un crédit à intérêt nul en 2003. Il a ensuite étendu ses activités dans le secteur de la communication en rachetant en 2007 la radio et chaîne de télévision privée Ravinala qu'il a renommée VIVA.

Rajoelina a fait son entrée dans l'arène politique en 2007, en créant l'association Tanora malaGasy Vonona (TGV) (littéralement traduit comme : "jeunes malgaches déterminés").

En décembre 2007, il a été élu maire de la capitale malgache Antananarivo, remportant 63 % des suffrages contre le candidat du parti au pouvoir Tiako i Madagasikara (TIM, littéralement traduit comme "J'aime Madagascar") de Marc Ravalomanana. Ainsi, les tensions politiques entre MM. Rajoelina et Ravalomanana ont débuté.

Après la fermeture de sa chaîne de télévision Viva TV le 17 décembre 2008, commandée par les autorités, pour avoir diffusé une interview de l'ancien président Didier Ratsiraka, M. Rajoelina a dirigé des dizaines de milliers de personnes sur la place du 13 mai, en vue d'un soulèvement populaire.

Cette manifestation a fait revirer la situation. Le 17 mars 2009, les militaires ont remis à M. Rajoelina le pouvoir.

La Haute Cour constitutionnelle (HCC) de Madagascar a validé ce transfert de pouvoir.

A 35 ans, Rajoelina a dirigé le pays en tant que président de la transition pendant cinq ans.

Les candidatures de MM. Rajoelina et Ravalomanana ont été proposées par la communauté internationale en 2013, et les deux candidats ont proposé leurs propres candidats. Le candidat de M. Rajoelina, Hery Rajaonarimampianina, a remporté la présidentielle de 2013.

Au cours du mandat de Rajaonarimampianina, Rajoelina s'est préparé pour se porter candidat en 2018.

En août 2018, il a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle, et a promu pendant sa campagne de rattraper le retard économique cumulé du pays depuis son indépendance.

Il remporte haut la haut la main la présidentielle de 2019 face à son ennemi de toujours, Marc Ravalomanana.

Mais c'est avec la pandémie du coronavirus qu'il s'est fait connaitre mondialement.

Sous-estimé par les scientifiques européens et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le président malgache, Andry Rajoelina, est monté au créneau pour défendre son médicament, le «covid-organics», tiré de l'artemisia.

Le chef de l'État malgache a soutenu que le seul tort du Covid-Organics, est qu'il provient d'un pays africain.

Pour lui, le Covid-Organics est efficace non seulement pour prévenir le coronavirus, mais également pour guérir de la maladie. Le président a révélé qu'à Madagascar, 80% de la population se soigne à travers le remède médicinal.

D'ailleurs, renchérit-il, c'est le fruit des recherches réalisées par l'Institut malgache de recherches appliquées (IMRA), qui a le statut de centre régional de recherche de l'Union africaine.

«La situation mondiale de la crise sanitaire fait état de 300 000 morts maintenant pourquoi ignorer une possibilité de traitement», s'interroge le président malgache, rappelant les résultats obtenus par son remède.

«L'artemisia a fait ses preuves à Madagascar. Sur un échantillon de 171 cas, 105 sont guéris, soit un pourcentage de guérison, de 61%».

Répondant à une question relative à une mise en garde de l'OMS et d'autres spécialistes en médecine, l'homme fort d'Antananarivo, réputé pour son franc- parler, a répondu sèchement à ses détracteurs. Pour l'ancien maire de la capitale malgache, il y a des non-dits dans leurs argumentations, qui ressemblent tout simplement à des manipulations venant des lobbies.

« Si ce n'était pas Madagascar mais un pays européen qui avait découvert ce remède, est-ce qu'il y aurait eu autant de doutes. Je ne le pense pas ! », s'est-il désolé.

Même si beaucoup de pays africains, ont reçu leurs lots de Covid-Organics, des scientifiques ainsi que l'OMS émettent toujours des réserves quant à l'efficacité du remède.

Mgr Samuel KLEDA
ARCHEVÊQUE MÉTROPOLITAIN DE DOUALA

« L'Afrique donne une bonne image et c'est tant mieux pour nos populations qui sont parmi les plus pauvres du monde. »

Mgr Elixir Covid et Adsak Covid sont les deux produits qui constituent le traitement que vous proposez contre le coronavirus. A quoi renvoient les noms de baptême de ces produits?
Elixir simplement pour traduuire une découverte contre la Covid 19 et Adsak signifie Archidocèse de Douala et Samuel Kleda.

Pouvez-vous préciser à l'intention de nos lecteurs les effets de ces produits sur les patients atteints du Covid-19 ?
Cette association de deux médicaments a des effets complémentaires. Le premier permet effectivement de soulager le malade. C'est le principal qui est antiviral et antibiotique Il peut être administré seul si le malade ne présente pas un état de fatigue généralisée. Le deuxième produit vient en réalité apporter au malade le tonus dont il a besoin pour le remonter. Il s'agit d'un anti asthénique.

Vous affirmez que votre traitement est efficace. Sur quels éléments vous appuyez-vous pour le dire ?
L'efficacité de ce médicament n'est pas une jubilation personnelle. Ce n'est pas une simple décision ou une volonté personnelle de montrer à la face des autres que j'ai réussi à faire quelque chose. Il s'agit des témoignages des malades eux-mêmes qui reconnaissent son efficacité. Nous suivons les malades qui sont traités avec ce médicament et c'est le retour que nous avons à travers leur état de santé, à travers les résultats des tests qui sont effectués après qui nous renforcent à l'idée que le médicament est efficace. Et d'ailleurs, nous avons les contacts de tous ceux à qui le produit est administré. Ce qui nous permet de tenir des statistiques actualisées.

L'Ordre National des Médecins, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC) insistent sur la nécessité de valider scientifiquement les remèdes locaux. La médecine fonctionne avec des preuves scientifiques, avancent-ils. Que leur répondez-vous ?
En tant que nathérapeute, praticien de la médecine traditionnelle africaine, je me limite à mettre au point des solutions qui répondent aux préoccupations des populations. Des solutions qui soulagent sans effets secondaires notables. Il revient aux scientifiques de poursuivre le travail que nous faisons à travers la vérification avec des méthodes scientifiques. J'ai le sentiment d'avoir apporté ma modeste contribution. Il appartient à présent aux scientifiques de poursuivre cette recherche en y apportant une réponse de vérification qui respecte la démarche reconnue par les instances nationales et mondiales.

Votre traitement est fait à base d'artémia et des plantes médicinales africaines. Un peu comme le Covid Organics proposé par le Président malgache, Andry Rajoelina. Que pensez-vous de la solution malgache ?

Je voudrai tout d'abord préciser que ma solution n'intégre pas l'artémésia, contrairement à ce qui est fait à Madagascar, mais d'autres plantes d'origine africaine. Mon avis c'est que l'Afrique donne une bonne image et c'est tant mieux pour nos populations qui sont parmi les plus pauvres du monde.

La crise sanitaire en cours a relancé la guerre entre la médecine traditionnelle africaine et la médecine moderne occidentale. Quel est le regard que vous portez sur ce débat qui n'est pas nouveau ?

Je trouve cette situation malheureuse. Surtout qu'elle se déroule souvent entre Africains qui ont certes été formés à la médecine occidentale et nous qui avons été formés par des pratiques traditionnelles et propres aux cultures ancestrales africaines. Mais je pense qu'il s'agit d'une incompréhension. Parce que l'objectif commun étant de contribuer au bien-être sanitaire des Africains. Nous constatons par ailleurs qu'il y a des pesanteurs qui empêchent l'épanouissement des chercheurs de la pharmacopée africaine. J'ai bon espoir qu'un jour la pratique africaine va être reconnue et adopter par les plus grandes instances de la santé dans le monde.

De nombreux phytothérapeutes comme vous font ces derniers temps la promotion de leurs traitements. N'y a-t-il pas un risque que ce qu'on appelle déjà le « coronabusiness » conduise des charlatans de tout poil à profiter de la pandémie pour vendre des potions soi-disant magiques aux patients ?

Je ne peux parler pour l'instant que de ce que j'ai mis au point. C'est chaque naturopathe qui sait de quoi il est capable, de l'efficacité de ses recherches. Et même dans le cadre de mes propres recherches, je mets toujours en garde les populations contre les appropriations qui peuvent constituer de réels dangers pour la santé. Pour manipuler les plantes, il faut les connaitre, fait les avoir étudiées, maitriser leurs propriétés. Parce que lorsque les propriétés ne sont pas maitrisées, bien connues, au lieu de soigner la plante peut se transformer en poison. Et par conséquent, les populations doivent faire très attention à ce qu'on leur propose. Mais le gouvernement peut également réguler ce secteur pour ne pas laisser les populations entre des mains du premier venu. Le circuit de distribution et de mise à disposition de notre produit est bien connu. On a la capacité de suivre ceux qui prennent nos produits. On peut même le moment venu mettre ces fichiers à la disposition des instances dans le cadre des vérifications des informations que nous donnons sur le nombre de cas guéris ou encore comment le produit réagit.

L'Afrique donne une bonne image et c'est tant mieux pour nos populations qui sont parmi les plus pauvres du monde.

Vos recherches sur la pharmacopée traditionnelle africaine ne datent pas d'aujourd'hui. Pourquoi vous êtes-vous lancé dans ces recherches ?

Cela fait plus de trente ans que je suis dans le traitement par les plantes. C'est devenu une passion. Tout est parti lorsque m'occupant des séminaristes, j'ai pris l'option de leur apporter des solutions aux problèmes de santé. Avec un collègue de nationalité tchadienne, alors que nous étions au Grand séminaire à Guider, nous avons entrepris des recherches sur les vertus des plantes sur le plan médical. C'est comme ça que nous avons commencé à fréquenter les guérisseurs qui nous expliquaient les vertus des plantes. Et on notait tout ce qu'on nous transmettait. J'ai par la suite commis un ouvrage sur les vertus des plantes. Et comme je le disais c'est devenu une passion à telle enseigne que partout où je passe je m'arrête pour m'intéresser à chaque plante que je rencontre. J'ai aujourd'hui une connaissance assez élargie de nombreuses plantes des régions du Cameroun.

En plus du coronavirus, quelles sont les autres maladies que vous traitez ?

Cela fait plus de trente ans que je suis dans la pahamacopée. De ce point de vue, vous pouvez imaginer que j'ai eu le temps de mettre au point une panoplie de médicaments contre diverses pathologies.

Le Premier Ministre vous a récemment reçu. Quel était l'objet de votre rencontre ?

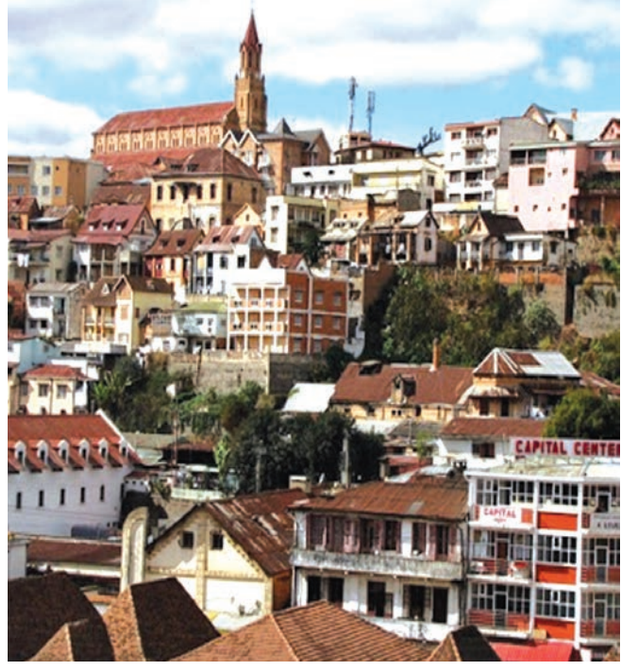
Effectivement, le Premier ministre m'a reçu. Il a notamment dit toute la disponibilité du gouvernement à m'accompagner sur cette voie. Je reste toutefois à l'écoute de la forme que la collaboration et l'accompagnement vont prendre. Quant à moi je suis ouvert à tous types de soutien qui va dans le sens de soulager les souffrances des malades.

Où peut-on se procurer Elixir Covid et Adsak Covid ?

Le circuit de distribution du médicament est calqué sur le même système de prise en charge des malades dans nos diocèses, à savoir à travers les coordinations diocésaines de la santé. A Douala, les malades peuvent se présenter dans les hôpitaux catholiques, à savoir Notre Dame de l'Amour de Logpom, Saint Albert Le Grand de Bonabéri, Padre Pio à Akwa Nord et Nylon. Dans les autres localités, s'adresser à la coordination diocésaine. Il s'agit de Bertoua, Yaoundé, Bafoussam, Garoua, Maroua et Yagoua. Nous évoluons de manière progressive en fonction du niveau de contamination des populations.

Propos recueillis par
Jean Loïc Amougou

Carte postale



« La planète poignardée et menottée »
DENIS SASSOU N'GUESSO AU SECOURS D'UN MONDE DANS LE COMA

Jean Loïc AMOUGOU

Dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler « le combat pour la préservation des écosystèmes et la survie de l'humanité », certaines personnalités, esprits plus éclairés que d'autres ont très tôt perçu le danger du déséquilibre des écosystèmes et se sont engagées sans atermoiements au combat pour la sauvegarde de la planète. Au nombre de ces personnalités, il y a le leader écolo visionnaire Denis Sassou N'Guesso. Le nouveau livre de Michel Innocent Peya met de nouveau en lumière l'action du président congolais.

Notre planète se meurt. Elle subit les contrecoups de l'action de l'homme qui en bien de cas, n'a pas anticipé dans la préservation des écosystèmes, sacrifiant parfois l'avenir de la planète au présent dont il assouvit ses besoins.

Qu'il s'agisse de la terre ferme, des forêts, des cours d'eau, des mers et des océans, ainsi que les airs avec le climat, aucune zone du globe n'échappe à ce péril dont hélas, beaucoup ne semblent pas prendre conscience. « Une planète poignardée et menottée », titre le Docteur Michel Innocent Peya dans ce nouvel ouvrage qui avec force-détails, ''ausculte'' notre planète dont le désastre, si l'on y prend garde aura des effets quasi irréversibles qui augurent de la fin du monde, tel que nous le connaissons aujourd'hui.

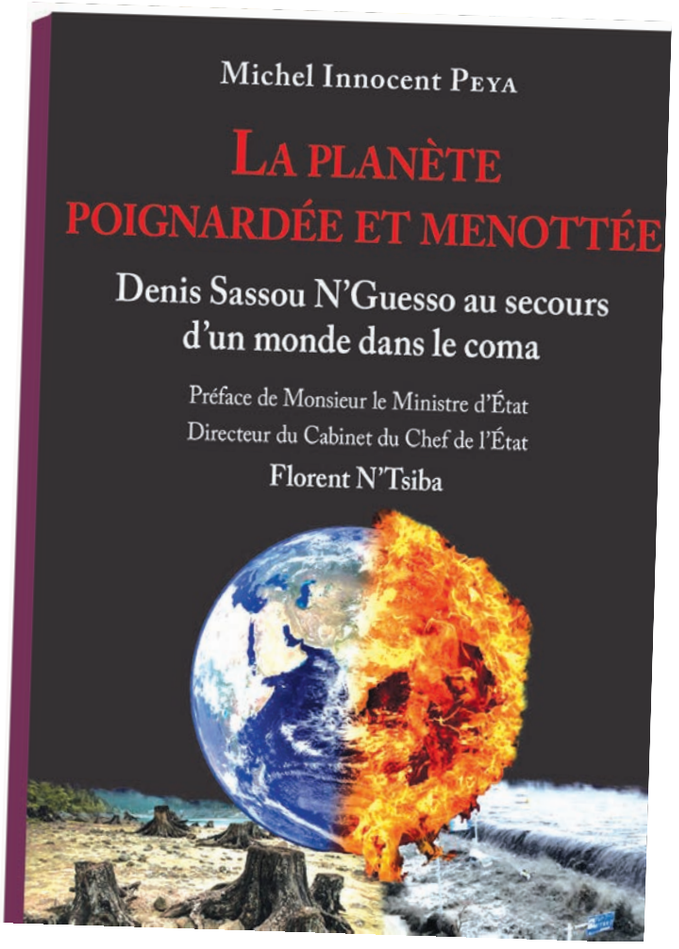
Par-delà les égoïsmes nationaux, la terre est un patrimoine commun. Aussi, ainsi que le précise le ministre d'état Florent Ntsiba dans la préface dudit ouvrage, « pour relever ces défis d'un genre nouveau, faire face à ces enjeux complexes, et résoudre ces problématiques nouvelles, une révision d'attitude s'impose, ainsi qu'une remise en question sociétales ». Des défis que Denis Sassou N'Guesso a perçu bien avant que l'écologie, disons-le, ne s'inscrive en idéologie politique et surtout ne fasse effet de mode.

Denis Sassou N'Guesso est pour ainsi dire, parmi ses contemporains, un précurseur de la cause écologique. Il y a de nombreuses décennies déjà, l'homme instituait pour son peuple une journée nationale de l'arbre, alors que dans le même temps, le SNR, Service National de Reboisement fut créé dans les années 80 pour un ''planting'' plus étendu, alors que rien ne présageait une déforestation à outrance de la planète, ainsi que ses effets indus.

On ne le dira jamais assez, certaines idées pourtant salvatrices, prônées par des personnalités parfois en avance sur leur temps et leurs contemporains, ont été mises sous éteignoir, faute de relais devant les pérenniser, sinon les vulgariser, par la force du verbe et des supports conséquents.

Heureusement, en ce qui est de l'activisme écologique de Denis Sassou N'Guesso, il est un écrivain et chercheur, Michel Innocent Peya, qui a compris que la littérature tire aussi son substrat de la noblesse des idées qu'elle accompagne. Dans cette littérature engagée et altruiste, les idées de Denis Sassou N'Guesso dont fait échos Michel Innocent Peya dans son ouvrage, se doublent de l'humble mission de se mettre au service de l'humain et de son milieu.

En « enfant de la forêt », un environnement dans lequel il est né et dont il connaît la valeur cardinale sur les hommes, le président congolais porte l'écologie dans l'âme.



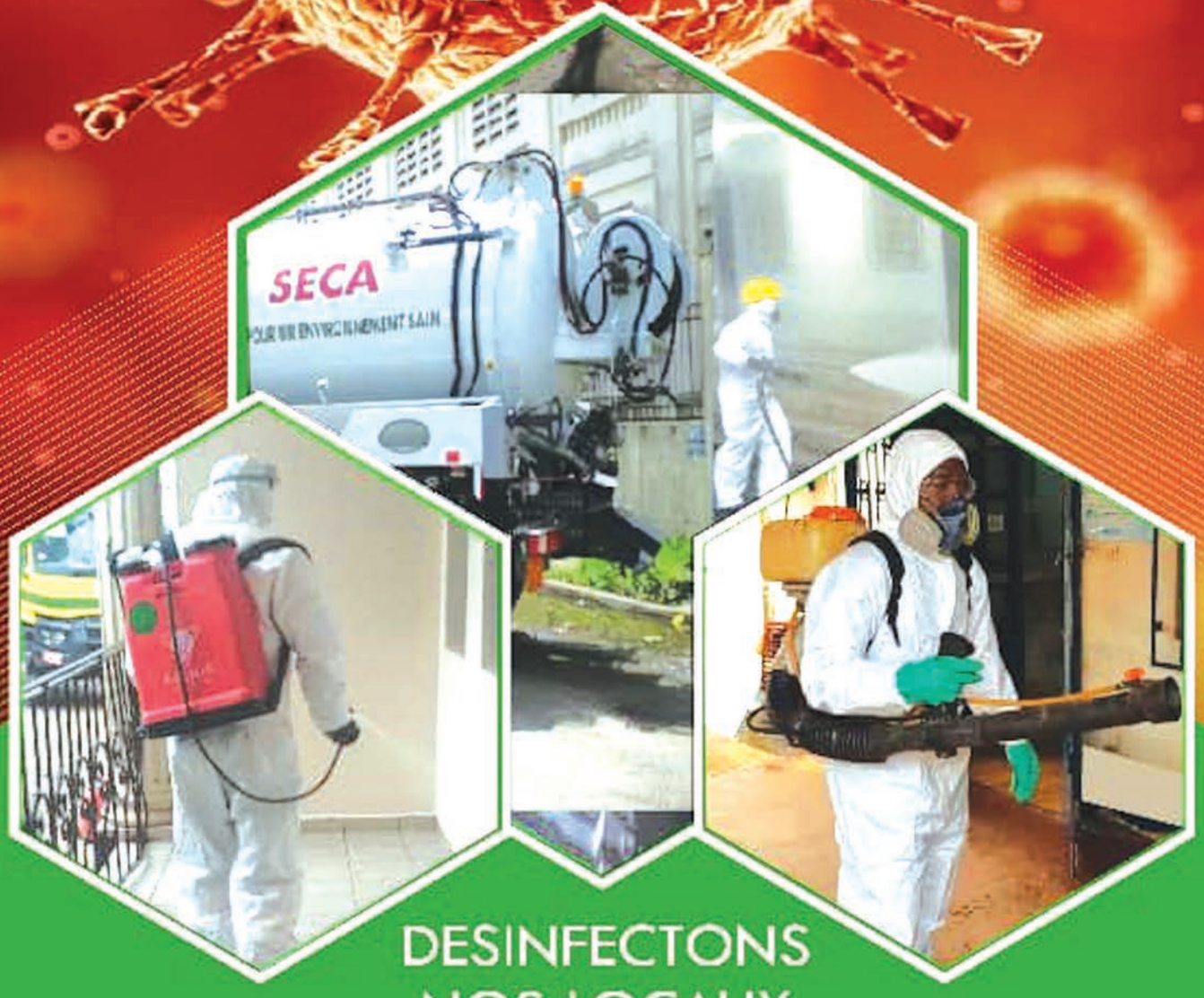
J'ai pris l'habitude de me procurer votre magazine dès que je suis informé de sa parution pour une raison simple. Il est instructif et m'inspire dans mes recherches universitaires.

Le thème que vous avez traité dans le précédent numéro, « le recyclage peut-il financer la propreté ? » est digne d'intérêt. Personnellement, je ne crois pas que cela soit possible en Afrique. Les pouvoirs publics (Etats, municipalités) avec l'appui du secteur privé doivent continuer à financer la propreté en Afrique.

Toutefois, vos lecteurs doivent savoir que le recyclage des déchets en Afrique est business juteux, mais ignoré. C'est une niche dans laquelle il faut absolument investir. Le recyclage de toutes sortes d'ordures est une excellente opportunité d'affaires qu'il est nécessaire de saisir.

Jean Marc Edjente, Doctorant

AGISSONS ENSEMBLE POUR ARRETER LA PROPAGATION DU COVID-19



DESINFECTONS NOS LOCAUX PAR DES PROFESSIONNELS

Seca
Pour un environnement sain

690 71 60 82 699 9121 99 691 60 16 69

info@seca-environnement.com

www.seca-environnement.com

www.hysacam-proprete.com

« Imagine un monde de propreté »

Hysacam, 50 ans au service de la propreté

Soyons écocitoyens !

Hysacam
pour un monde de propreté